

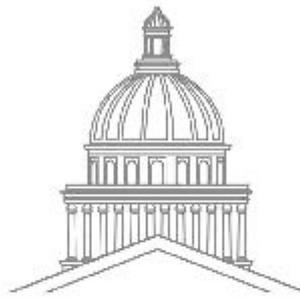
**Université Panthéon-Assas**

**Institut Français de Presse (IFP)**

Mémoire de Master 2 Médias, Langages et  
Société dirigé par Frédéric Lambert

Mémoire de master/ septembre 2018

**Analyse de la crise médiatique et de la  
communication de crise de la «Maison  
Bleue» aux suites du *Choigate* en  
Corée du Sud**



UNIVERSITÉ PARIS II  
PANTHÉON-ASSAS

**Pia Manière**

Sous la direction de Fabrice D'Almeida

Date de dépôt : 3 septembre 2018



## **Remerciements**

Je tenais à remercier chaleureusement mon directeur de mémoire M. Frabrice D'Almeida. Les apports théoriques et les conseils avisés dont j'ai bénéficié m'ont permis d'orienter mon mémoire et d'étoffer mon corpus.

Je souhaite également remercier ma famille pour leur soutien, leurs conseils et le temps qu'ils ont consacré à la relecture de mon mémoire.  
Enfin, je remercie mon amie Amandine Vidal qui m'a beaucoup aidée pour la traduction de mon corpus de l'anglais vers le français .

## ***Avertissement***

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans ce mémoire ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leur auteur.

## ***Avertissement à la traduction***

Les discours de la Présidente sont issus de traduction du coréen vers le français ou l'anglais. Pour ce qui est des traductions de l'anglais vers le français, elles n'ont pas été faites par un établissement certifié.

## **Résumé :**

*Mots clés : Corée du Sud, communication de crise, choigate, sociologie des crises, crises politiques, crise multisectorielle*

Le *Choigate* est le nom donné par les journalistes sud-coréens au scandale de corruption qui a touché la *Maison Bleue*, ainsi que l'élite économique sud-coréenne depuis fin 2016.

Été 2016, la presse coréenne sous-entend que la présidente Park Guen-hye serait sous l'influence chamanique de sa confidente, Mme Choi Soon-Sil. En effet, les deux femmes entretiennent des liens très étroits depuis l'enfance.

Tout bascule le 24 octobre 2016, lorsque la chaîne de télévision sud-coréenne *JTBC* se procure la tablette personnelle de Mme Choi, où figurent de nombreux documents confidentiels. Mme Choi se rend ainsi coupable d'ingérence dans les affaires de l'état sud-coréen.

Ce n'est que le début de nombreuses révélations, car l'opinion publique coréenne découvre que Mme Choi usait de son influence auprès de la présidente Park pour soutirer des sommes faramineuses aux conglomérats coréens, dits « *Chaebols* ». Elle aurait ainsi extorqué 61 millions de dollars à 52 groupes coréens. Ces fonds transitaient par les fondations de Mme Choi en l'échange de politiques économiques favorables.

Face à ce scandale d'ampleur inédite, l'opinion sud-coréenne se mobilise tous les samedis sur la place *Gwanghwamun* à Séoul lors de grands regroupements baptisés "manifestations aux bougies" par la presse, afin de réclamer la démission de la présidente Park. Ces rassemblements atteignent les 1,7 millions de manifestants. La justice se saisit alors très vite de l'affaire, mettant en place une procédure de destitution de la présidente. Choi Soon-sil est mise en examen ainsi que les héritiers des *Chaebols* impliqués, tels que les dirigeants de Samsung, ou de Lotte.

Nous verrons dans ce mémoire comment le *Choigate* a amorcé une crise multisectorielle au sens entendu par Michel Dobry, soit qui touche toutes les sphères de la société et remettent en cause l'ordre social.

Pour cela, nous ferons un retour historique, culturel et économique sur la société Sud-Coréenne. Puis nous analyserons la communication de crise de la *Maison Bleue*. Enfin nous mettrons en évidence les facteurs qui ont poussé la population sud-coréenne à se mobiliser, enclenchant une crise multisectorielle.

## Introduction

---

Mon intérêt pour la Corée du Sud a débuté lorsque j'ai fait la demande pour partir en semestre d'échange à Séoul. J'ai dès alors prêté une attention particulière à l'actualité coréenne. J'ai ainsi suivi avec intérêt la crise politique qui secouait la Corée du Sud.

Intéressée par les stratégies d'influence et l'analyse des discours, je souhaitais traiter d'un sujet de mémoire qui puisse relier mon sujet avec un domaine qui m'intéresse : la communication de crise. L'affaire du *Choigate* m'a ainsi paru comme le moyen de me familiariser avec un pays qui m'était encore totalement inconnu tout en traitant d'un sujet professionnalisant.

Le *Choigate* est le nom donné par les journalistes sud-coréens au scandale de corruption qui a touché la *Maison Bleue*<sup>1</sup> ainsi que l'élite économique sud-coréenne depuis fin 2016. Été 2016, la presse coréenne sous-entend que la présidente Park Guen-hye serait sous l'influence chamanique de sa confidente, Mme Choi Soon-Sil. En effet, les deux femmes entretiennent des liens très étroits depuis l'enfance.

Tout bascule le 24 octobre 2016, lorsque la chaîne de télévision sud-coréenne JTBC se procure la tablette personnelle de Mme Choi, où figurent de nombreux documents confidentiels. Mme Choi se rend ainsi coupable d'ingérence dans les affaires de l'état sud-coréen.

Ce n'est que le début de nombreuses révélations, car l'opinion publique coréenne découvre que Mme Choi usait de son influence auprès de la présidente Park pour soutirer des sommes faramineuses aux conglomérats coréens, dits « Chaebols ». Elle aurait ainsi extorqué 61 millions de dollars à 52 groupes coréens. Ces fonds transitaient par les fondations de Mme Choi en l'échange de politiques économiques favorables.

---

<sup>1</sup> appellation utilisée pour désigner le palais de la présidence sud-coréenne

Face à ce scandale d'ampleur inédite, l'opinion sud-coréenne se mobilise tous les samedis sur la place *Gwanghwamun* à Séoul lors de grands regroupements baptisés "manifestations aux bougies" par la presse, afin de réclamer la démission de la présidente Park. Ces rassemblements atteignent les 1,7 millions de manifestants. La justice se saisit alors très vite de l'affaire, mettant en place une procédure de destitution de la présidente. Choi Soon-Sil est mise en examen ainsi que les héritiers des Chaebols impliqués, tels que les dirigeants de Samsung, ou de Lotte.

Le *Choigate* représente plus qu'une énième affaire de corruption en Corée du Sud. Il met le pays face à une culture de collusion entre les pouvoirs politiques et économiques. Ces pratiques, contre lesquelles les sud-coréens se sont mobilisés à travers l'histoire rappellent une fracture toujours présente entre le peuple et ses élites. Cette affaire a révolté la Corée du Sud et poussé ses citoyens à remettre en question leur système économique, politique, éducatif, social et spirituel.

Pour analyser le *Choigate* et son impact sur la société sud-coréenne, je me suis appuyée sur la sociologie des crises politiques et notamment sur l'ouvrage de Michel Dobry *Sociologie des crises politiques*<sup>2</sup>.

Dans son livre, Michel Dobry propose un état des lieux de l'étude des crises politiques. Il remet en cause des approches fondamentales de la sociologie des crises politiques, notamment ce qu'il appelle « l'illusion étiologique »<sup>3</sup>. La vision étiologiste consiste à percevoir les crises comme une continuité et donc comme l'expression d'un état pathologique d'une société. Selon Michel Dobry, les crises politiques relèvent plus de l'expression de la norme des relations sociales. L'auteur remet également en question ce qu'il appelle « l'illusion de l'histoire naturelle »<sup>4</sup> soit une explication des crises par leur origine, en cherchant des facteurs « sociaux », « économiques » « intellectuels » et se centrant donc sur des facteurs en amont de la crise et où les phénomènes propres à ces crises sont « transparents »<sup>5</sup>. Enfin, l'auteur critique la vision marxiste des crises comme

---

<sup>2</sup> Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1992

<sup>3</sup> *ibid.* p. 46

<sup>4</sup> *ibid.* p. 58

<sup>5</sup> *ibid.* p. 60

« répétitions historiques ». Il retient plutôt le concept de « survivance du passé ».<sup>6</sup> Ainsi les contemporains d'une crise auront tendance à reprendre des exemples du passé, comme des modèles politiques, mais à une époque différente. Il s'agit ainsi de dissocier ce qui relève de la récurrence et ce qui relève de l'innovation. Ainsi, ce qui s'explique par la référence à une stratégie ou à un mode d'organisation social connu et pratiqué ou ce qui s'explique par référence à la création d'engagements nouveaux.

Outre ces contestations, Michel Dobry s'appuie sur la notion de mobilisation de Clausewitz pour définir les crises multisectorielles, :

*« Les crises politiques résident en ceci : il s'agit de penser les crises à la fois en tant que mobilisations et en tant que transformations d'état – passage à des états critiques – des systèmes sociaux. A l'encontre de toutes les formes de réification des institutions, il s'agit dès lors d'aborder les « structures », « organisations » ou « appareils » en tenant compte de leur sensibilité aux mobilisations, aux coups échangés, à l'activité tactique des protagonistes des crises. Mais il s'agit aussi de déchiffrer simultanément les logiques de situation, qui, dans de tels contextes, tendent à s'imposer à des acteurs et tendent à structurer leurs perceptions, leurs calculs et leurs comportements. »*

A travers la notion de « coups échangés »<sup>7</sup> par les différents acteurs, Michel Dobry s'appuie sur la notion de « situations existentielles » de Goffman pour désigner les stratégies et tactiques utilisées par les différents acteurs, à savoir :

*« On visera par ce terme les actes et les comportements individuels ou collectifs qui auront pour propriété d'affecter soit les attentes des protagonistes d'un conflit concernant le comportement des autres acteurs, soit ce que Goffman<sup>8</sup> appelle leur « situation existentielle », soit encore, bien entendu, les deux simultanément, la modification de cette situation existentielle s'accompagnant presque toujours d'une transformation des attentes et des représentations que se font de la situation les différents acteurs. »*

---

<sup>6</sup> Michel Dobry op.cit. p. 256

<sup>7</sup> loc. cit.

<sup>8</sup> ibid. p.21

Les crises politiques s'effectuent donc dans un contexte donné, et chaque acteur a des contraintes spécifiques qui pèsent sur lui. Les différents acteurs échangent donc des « coups » qui auront un impact sur l'évolution de cette crise.

Ainsi, dans mon analyse du *Choigate*, je tiendrai compte de la spécificité de la société sud-coréenne, de son histoire et de ses rites et coutumes, en ayant conscience que cette affaire n'aurait pas eu le même impact dans une société occidentale.

La Corée du Sud connaît un régime démocratique depuis 1993, qui a succédé à quarante ans de dictature militaire et soixante ans d'occupation japonaise. La Corée du Sud, complètement dévastée par la guerre fratricide, était l'un des États les plus pauvres du monde en 1950. Elle occupe aujourd'hui le douzième rang de l'économie mondiale<sup>9</sup>. Ce « miracle coréen » qui a impressionné le monde entier n'a été possible que grâce à la vision économique des dirigeants, qui ont axé le développement économique du pays sur le développement des conglomérats coréens et leur soutien financier mais aussi à l'aide de la volonté de fer d'une population et au sacrifice de la génération d'après-guerre. Ce sont ainsi ces spécificités que je prendrai en compte pour l'analyse du *Choigate*.

L'approche de Michel Dobry demande également d'identifier les différents « structures », « organisations » ou « appareils » et pose la question de savoir quelles ressources ont été mobilisées et quels ont été les « coups échangés », quelles ont été les « logiques de situation » privilégiées ? C'est ainsi en m'appuyant sur le contexte historique propre à la Corée du Sud que j'analyserai les tactiques adoptées par les différents acteurs.

Parmi ces acteurs, on trouve notamment les personnes accusées de corruption : la présidente Park, Mme Choi et les *Chaebols*. Mais également les médias, dont la chaîne de télévision JTBC qui a fait éclater l'affaire, la justice qui a nommé un procureur indépendant, la classe politique qui a mené la procédure de destitution et la population sud-coréenne qui s'est largement mobilisée lors des multiples « manifestations aux bougies ».

---

<sup>9</sup> Pascal Dayez-Burgeon, Histoire de la Corée, des origines à nos jours, Paris, Tallandier, 2012 p.341

Parmi les logiques de situations qui se présentaient à Mme Park, je m'intéresserai particulièrement à la communication de crise qu'elle a adoptée.

En m'appuyant sur la sociologie des crises politiques, je vais m'intéresser à la manière dont le *Choigate* s'est transformé en crise multisectorielle, au sens entendu par Michel Dobry, et ainsi quels ont été les impacts sur la société sud-coréenne et quelle a été la stratégie de crise adoptée par l'ex présidente Park Guen-Hye.

Mon corpus est composé de dix-neuf articles de presse francophones et anglophones que j'ai sélectionnés par pertinence : soit qui relatent des faits qui permettent d'établir une chronologie précise de l'affaire, soit qui apportent une analyse historique ou culturelle de la crise. Pour permettre l'analyse de la communication de crise de Park Geun-hye, j'ai également sélectionné les articles qui retranscrivent les discours de Mme Park. Afin de regrouper ces articles, j'ai utilisé la base de données *Europresse*.

Je m'appuie également sur trois vidéos tirées de journaux télévisés et d'un entretien effectué avec le correspondant de Radio France à Séoul, Frédéric Ojardias.

J'ai traité l'analyse de la crise à partir des révélations de la chaîne télévisée *JTBC*, le 24 octobre 2015, jusqu'à la condamnation de Mme Park le 6 avril 2018 à vingt-quatre ans de prison, qui se sont alourdis de huit ans d'emprisonnement supplémentaires pour avoir bénéficié de fonds des services des renseignements.

Nous présenterons dans un premier temps le contexte propre à la crise et donc le contexte historique et culturel de la Corée du Sud.

Nous ferons un retour historique depuis le siècle d'or coréen jusqu'à la fin de la guerre de Corée. Puis nous nous intéresserons au rôle de la famille Park dans le développement économique du pays.

Nous verrons ensuite la place des cultes dans la société Sud-Coréenne et les différentes religions qui sont pratiquées dans le pays.

Puis, nous nous attarderons sur le rôle des *Chaebols* dans la société et l'économie coréenne. Comment ces conglomérats sont à la fois moteur de croissance économique, mais également figent la société Sud-Coréenne dans un modèle passé. Les conditions de

travail stagnant, les richesses sont accaparées par 1% de la population. Ces facteurs nous permettront de comprendre comment ce modèle de développement économique fait la fierté de certains coréens et cristallise les tensions pour d'autres.

Le contexte étant posé et la place de chaque acteur dans la crise clarifié, nous nous intéresserons dans un second chapitre à l'affaire en elle-même : les multitudes de révélations mais également à la mise en place du processus judiciaire et démocratique.

Puis nous nous intéresserons à la stratégie de communication de la présidente durant la crise. Nous déterminerons les principaux axes qui ont marqué cette stratégie : soit la reconnaissance d'une responsabilité partielle dans la crise et la négation des accusations les plus graves. Nous ferons ensuite le bilan de cette communication et essaierons de comprendre les raisons qui ont mené à la destitution de la Présidente.

Dans un dernier chapitre, nous verrons comment une énième affaire de corruption en Corée du Sud a pu se transformer en crise totale au sens de Michel Dobry. Ainsi, quels étaient les éléments qui laissaient présager la crise. Puis, en quoi la stratégie de communication de crise de Park Geun-hye a servi de déclencheur à une crise multisectorielle. Enfin, en quoi le *Choigate* permet la remise en cause de la Société Sud-Coréenne et quelles sont les attentes de la population suite à cette crise.

## **Chapitre 1 : Situer le *Choigate* dans la société Sud-Coréenne**

Nous ne pouvons pas analyser le *Choigate* au sens d'une crise multisectorielle sans nous intéresser au préalable au contexte spécifique de cette crise. Ainsi dans le premier chapitre, nous ferons un bref retour sur l'histoire de la Corée, de la fin de l'âge d'or du siècle Coréen à l'ouverture démocratique de la Corée du Sud.

Nous nous intéresserons ensuite au rôle de la famille Park dans les fondements de la société Sud-Coréenne d'après guerre et à la vision du général Park, qui a participé au décollage économique de la Corée du Sud. Ceci nous aidant également à comprendre ce que Park Geun-hye surnommée la "princesse" du temps de son père représente pour la population Sud-Coréenne.

Puis nous ferons un retour sur le processus de cheminement vers la démocratie qui a progressivement laissé place aux premières élections au Suffrage universel directe en 1987 et au premier président civil élu en 1993.

Ensuite, nous ferons un retour sur les différents cultes qui existent en Corée du Sud, comment ceux-ci se sont-ils implantés dans la Péninsule et les rapports que les Sud-Coréens entretiennent avec eux. Nous nous attarderons plus particulièrement sur les rites chamaniques, qui sont au cœur de l'intrigue du *Choigate*. Ces éléments nous permettrons d'analyser dans les chapitres suivant la réaction de la population Sud Coréenne face à la suite des révélations.

Enfin nous nous intéresserons aux *Chaebols*, ces conglomerats Sud-Coréens qui font la renommée internationale du pays. Nous nous attarderons plus particulièrement à leur place dans l'économie Sud-Coréenne et à leur rôle dans un processus de corruption généralisé mis en place sous l'ère Park.

Tous ces éléments de compréhension de l'histoire et de la culture Sud-Coréenne sont d'après moi indispensables à la compréhension du *Choigate* car sans eux, nous aurions une approche occidentale de la crise et nous ne pourrions pas, dans notre analyse, en comprendre ses réels impacts et enjeux sur la société Sud-Coréenne.

## 1. LE CONTEXTE HISTORIQUE

Pour mieux comprendre la société Sud-Coréenne d'aujourd'hui, il est nécessaire de faire un retour historique et ainsi comprendre comment le destin de la Corée et des Coréens a été placé sous la coupe étrangère puis sous celle des dictateurs jusqu'à connaître la première élection d'un président civil en 1993.

### A. La fin du siècle d'or Coréen

Le XVIIème siècle marqua une politique de repli sur soi pour l'Asie du Nord. Au Japon, les *shogun* adoptent la politique du *sakoku*, soit "la fermeture du pays" à partir de 1633<sup>10</sup>. Quant à la Chine, elle réduit progressivement ses relations internationales à partir de 1644<sup>11</sup>. La Corée profita dans cette période de calme dans les relations entre pays asiatiques pour se centrer sur elle, c'est ce que l'on appelle le « siècle d'or coréen ». Il s'agit d'une période de prospérité économique, sociale et culturelle qui permit à la société coréenne de se développer. La fin de ce siècle d'accalmie laissait place à une période de tension particulièrement intense dans le Nord-Est asiatique.

Le XIXème siècle représenta pour la Corée un tournant majeur dans l'histoire du pays. Les puissances occidentales ayant contraint la Chine et le Japon à s'ouvrir au commerce, l'équilibre de la région fut remis en cause.

Les canotières occidentales forcent les puissances asiatiques à s'ouvrir au commerce. En 1854, le Japon signe une convention commerciale avec les Etats-Unis. Inspirés par le colonialisme occidental, les Japonais forcent à leur tour la Corée à s'ouvrir au commerce international. Après l'échec d'une mission diplomatique, c'est par la force que le Japon arrivera à ses fins. En 1875, le traité de Ganghwa est ratifié entre la Corée et le Japon. Il autorise les japonais à investir et à commercer en Corée. Contraints par la force, le traité

---

<sup>10</sup> Pascal Dayez-Burgeon op.cit. p.91

<sup>11</sup> loc.cit

avantage nettement les japonais. Il garantit la main mise nippone sur le commerce international Coréen.

Dès lors, puissances asiatiques et occidentales commencent également à s'intéresser à la Corée comme zone d'influence de premier choix, voire comme une potentielle colonie.

En effet, La Corée du sud en tant que péninsule a un accès privilégié à la mer à l'est comme à l'ouest.

De plus, sa proximité avec la Chine facilite les échanges avec l'empire du Milieu. La Chine quant à elle, voit en la Péninsule, comme un moyen d'accroître son influence et de se protéger des autres puissances.

Ce sont d'abord les puissances asiatiques qui se livrèrent une guerre d'influence en Corée. La Chine et la Corée ont bénéficié de relations privilégiées durant de nombreux siècles, la Corée reconnaît notamment la dynastie chinoise et lui a prêté allégeance. Cependant, le Japon est techniquement plus à même de prendre le contrôle de la péninsule, ayant bénéficié de l'aide technologique des occidentaux pour bénéficier d'armes de pointe.

C'est en 1895<sup>12</sup> que le Japon met définitivement fin à cette rivalité. L'armée nippone s'attaque aux troupes chinoises basées en Corée, puis s'empare de Port Arthur, place stratégique, donnant un accès privilégié sur la mer Jaune. En ratifiant le traité de *Shimonoseki*, la Chine cède au Japon le Sud Mandchou, la Corée et Taiwan.

C'est ensuite à la Russie que le Japon va devoir se mesurer pour s'assurer de sa mainmise sur la Corée. Contre le Tsar également, les affrontements diplomatiques se sont soldés par des affrontements armés dont le Japon est sorti vainqueur. Ses rivaux écartés, le Japon impose la colonisation à la Corée en novembre 1905.

---

<sup>12</sup> Pascal Dayez-Burgeon op.cit. p.119

## **B. De la colonisation japonaise à la guerre de Corée, un territoire qui peine à se reconstruire**

L'occupation japonaise est encore aujourd'hui considérée par les coréens comme un souvenir très douloureux. La grande majorité des coréens a adopté une forme de résistance passive consistant à rejeter le modèle japonais dans le silence. D'autres ont opté pour des rébellions, durement réprimées par le colonisateur. Malgré l'influence inéluctable que représente quarante ans de colonisation, le pays garde un fort sentiment nationaliste qui persiste jusqu'à la libération de la péninsule en 1945.

La fin de la seconde guerre mondiale et avec elle, l'occupation japonaise ne marqua cependant pas le début d'une ère de prospérité pour la Corée. En tant que perdant de la guerre, les territoires japonais sont divisés entre les deux blocs. C'est également le cas de la péninsule coréenne. Le Nord sous influence communiste de la Chine et de l'URSS et le Sud sous l'influence libérale américaine.

Cette partition ne convient ni au leader coréen du Nord, ni à celui du Sud. Chaque dirigeant comptant sur le soutien de son bloc et le non-interventionnisme du camp adverse pour réunir la péninsule en une guerre éclair.

Les tensions montèrent le long de la frontière artificielle incarnée par la trente-huitième parallèle et les incidents entre les militaires Nord-Coréens et Sud-Coréens se multiplièrent. C'est le 15 juin 1950 que débuta officiellement la guerre de Corée et avec elle, le début de la guerre froide. Ce n'est qu'après cinq ans de guerre fratricide, que le 27 juillet 1953, l'armistice fut signée, pour revenir à la frontière de la trente-huitième parallèle.

Les conséquences de la guerre sur l'ensemble de la péninsule furent dramatiques, comme le souligne Pascal Dayez-Burgeon<sup>13</sup>:

---

<sup>13</sup> Pascal Dayez-Burgeon loc.cit. p.180

*« Au Nord, comme au Sud, les villes, la plupart des infrastructures de communication et les usines avaient été détruites. Pyongyang avait été rasée à 80%, Séoul à 65%. Un Coréen sur cinq était réfugié ou sans abri. (...) la guerre aurait coûté la vie à plus de deux millions et demi de coréens, soit à peu près 10% de la population d'alors. »*

La Corée du Sud, dévastée, a été la plus touchée par les combats. Les principales ressources se trouvant au Nord : approvisionnement en matières premières, en énergie et en biens d'équipement<sup>14</sup>. Elle se retrouve privée de toute richesse. Les terres ayant été détruites, elle a du mal à nourrir sa population, plus élevée qu'au Nord, du fait des exodes. Des périodes de famine se succèdent.

Au lendemain de la guerre, la Corée du Sud est considérée comme l'un des pays les plus pauvres du monde. *« En 1957, le PNB moyen par habitant de la Corée correspondait à 891 euros de 2010 »*<sup>15</sup>.

Pascal Dayez-Burgeon décrit ainsi la situation en Corée du Sud :

*« Dans les années 1950, la situation du Sud coréen est pitoyable. Aux trois quarts rurale, la population vit dans la misère. La nourriture manque alors que les familles, trop nombreuses (...) s'entassent dans des masures de bois et de torchis. »*<sup>16</sup>

Le pays dépend alors majoritairement des aides américaines, le traité de Défense mutuelle signé avec les Etats-Unis en 1953 permet à la Corée du Sud de bénéficier d'aides considérables. *« De 194 millions en 1953, correspondant à 1,11 milliards d'euros de 2012, les transferts américains augmentent année après année, passant à 382 millions en 1957, soit près de 10% de son PNB. Aucun autre pays d'Asie ne bénéficie alors d'une aide aussi massive. »*<sup>17</sup>

---

<sup>14</sup> ibid. p.191

<sup>15</sup> ibid. p.423

<sup>16</sup> ibid. p.192

<sup>17</sup> ibid. p.192-193

L'armistice qui a mis fin aux combats, n'a pas valeur d'un traité de paix, ainsi les deux Corées sont aujourd'hui encore, toujours en guerre. C'est dans un contexte d'extrême pauvreté et de menace constante d'attaques militaires de la part du Nord, que le Sud va mettre en place son système politique.

Jusqu'en 1961, c'est le président Yi Sungman<sup>18</sup> qui dirigea le pays. Connu pour ses répressions sanglantes à l'encontre de toute forme de révolte et de son affairisme, il n'a pas réussi à sortir le pays de la misère. Il fut contraint par les révoltes populaires de quitter le pouvoir le 27 avril 1961. La dictature laisse place à une période de transition démocratique assez chaotique où aucune ligne politique ne réussit à s'imposer. La menace du dictateur du Nord, Kim Il-sung, tente une réunification par la force, décida les instances militaires au coup d'Etat. A sa tête, le général Park Chung-hee.

### **C. Le rôle de la famille Park dans le « miracle économique coréen »**

Le 16 mai 1961, le général Park Chung-hee devint le nouvel homme fort du régime. Deux ans après sa prise de pouvoir à la tête de la Corée, il transforma le coup d'Etat militaire en élection démocratique. En 1963, il fut élu au suffrage universel direct, marquant le début d'une ère démocratique.

Ce regain démocratique ne fût que de courte durée. Avec la politique de détente, les Etats-Unis décidèrent de retirer une partie de leurs troupes du sol Sud-Coréen. De plus, les opposants gagnèrent peu à peu l'opinion publique. Se sentant menacé par le Nord, le général Park instaura la loi martiale en octobre 1972.<sup>19</sup> L'assemblée nationale fut dissoute et toute activité politique interdite. Les opposants et intellectuels furent emprisonnés, le général Park se garantit également la présidence à vie.

Malgré les répressions, Park Chung-hee fut à l'origine du développement économique de la Corée du Sud, dit « miracle économique coréen ». Ayant servi dans l'armée japonaise

---

<sup>18</sup> Le régime est dit « démocratie à la coréenne » soit des élections sont organisées mais le peuple est intimidé et les résultats falsifiés. Il s'agit ainsi d'une dictature et non d'une démocratie au sens occidental du terme.

<sup>19</sup> Pascal Dayez-Burgeon, op.cit. p.216

sous la colonisation, il prit l'exemple de l'État militaire japonais.<sup>20</sup> Pour aider la Corée du Sud à devenir un pays développé, il mit en place un Office de planification économique<sup>21</sup> qu'il axa sur les secteurs clés dans lesquels la Corée du Sud devait investir.

Dès lors, sa vision fut claire : “produire pour exporter”<sup>22</sup>. Aidé par les Etats-Unis, qui “continuent jusqu'en 1965 à verser au Sud une aide annuelle moyenne de près de 200 millions de dollars”.<sup>23</sup> Park fut également à l'origine de la réconciliation avec le Japon, officialisée par la signature en juin 1965, d'un traité d'amitié et de commerce<sup>24</sup>. Une alliance qui s'avéra fructueuse, d'une part car le Japon versa cinq cents millions de dollars d'indemnités de guerre, et d'autre part car il fut alors considéré comme un partenaire commercial et donc un marché possible pour l'écoulement des produits Sud-coréens.

Il axa dans un premier temps le développement du pays sur trois piliers : le textile, avec Samsung et Sambo, le bâtiment avec Hyundai et Dong-A et l'agroalimentaire avec Taehan. Puis, il dirigea le développement vers d'autres secteurs clés tels que la chimie avec LG, la construction mécanique avec Hyundai et Ssangyong et la logistique<sup>25</sup>. Durant son troisième plan quinquennal, il “valorise désormais l'industrie lourde : la sidérurgie et la construction navale, la pétrochimie et les plastiques”<sup>26</sup>. Lors de son dernier plan quinquennal, Park privilégia le matériel électrique et la mécanique de précision<sup>27</sup>.

Ainsi de 1961 à 1979, le général Park concentra la croissance sud-coréenne sur les secteurs clés, permettant au pays de se développer. Ces politiques économiques participèrent à la prospérité coréenne en mettant fin au chômage de masse, à l'inflation et aux famines.

Son intervention à la tête de l'Etat sud-coréen ne fut pourtant pas un succès unanime. Le dynamisme économique permit à une élite de se former. Cependant, pour être compétitifs

---

<sup>20</sup> Michael Johnston, Korea : “money politics” and control” in *Syndromes of Corruption Wealth, Power and Democracy* (Cambridge University Press, 2005) p.106

<sup>21</sup> Pascal Dayez-Burgeon loc.cit. p.210

<sup>22</sup> loc.cit.

<sup>23</sup> ibid. p.211

<sup>24</sup> loc.cit

<sup>25</sup> ibid. p. 211-212

<sup>26</sup> ibid. p.217

<sup>27</sup> ibid. p.221

les produits coréens devaient s'exporter à bas coûts. Pour reprendre une expression du général «*La croissance d'abord, ensuite le bien-être*»<sup>28</sup>.

La croissance profita principalement aux axes urbains et à l'élite, mais les droits des travailleurs furent mis de côté. Ainsi, «*dans les ateliers textiles insalubres et surchauffés où s'entassent des adolescents pour des journées de quinze heures, les épidémies et les suicides sont monnaie courante*»<sup>29</sup>. Les ouvriers travaillaient dans des conditions misérables et les syndicats étaient alors interdits.

Pour faire taire les contestations, le général s'appuya sur la KCIA, soit la CIA coréenne pour faire régner l'ordre. Le souvenir de l'ère Park est donc partagé entre l'image de celui qui a sorti la Corée du Sud de la misère et celui d'un dictateur qui réprima ceux qui réclamaient la démocratie.

Après la tentative d'assassinat ratée qui coûta la vie à son épouse en 1974, le meurtre du général Park Chung-hee eu finalement lieu le 26 octobre 1979<sup>30</sup>, par la main du directeur de la KCIA, Kim Jae-kyu. Pascal Dayez-Burgeon explique cet acte ainsi :

*« Il semble en fait que la dérive répressive du régime, de plus en plus mal perçue à Washington par l'administration Carter, ait conduit des cercles de dirigeants à considérer que le dictateur avait fait son temps »*<sup>31</sup>

La présidente Park Guen-hye est souvent désignée comme la première femme présidente de Corée du Sud. Cependant, elle s'est surtout fait élire par les partisans de son père en référence à la période de croissance extraordinaire associée à son nom. Au cours de ses différentes campagnes, Park Guen-hye a systématiquement fait référence à la politique de son père. Ses partisans sont nostalgiques de la prospérité économique qu'a connu la Corée du Sud sous l'époque du Park Chung-hee, sa base électorale est ainsi composée des plus âgés.

---

<sup>28</sup> ibid. p.213

<sup>29</sup> Pascal Dayez-Burgeon, op.cit. p.213

<sup>30</sup> ibid. p.241

<sup>31</sup> loc.cit.

Figure politique en tant que fille du couple présidentiel, elle a également pris le rôle de première dame en 1974 lors du tragique assassinat de sa mère. Elle reste ainsi une figure emblématique de la période Park.

Elle incarne ainsi un retour vers les années Park et suscite l'incompréhension de la jeunesse coréenne, qui ne se reconnaît pas forcément ses références et réclament une société moins hiérarchisée avec plus de facilités d'emploi pour les jeunes.<sup>32</sup>

## D. Le cheminement démocratique

A la mort du général Park, la Corée du Sud n'avait pas encore connu de système démocratique durable.

Alors que le vice-président, Choi Kyu-hah était promu président par intérim<sup>33</sup>, il laisse entrevoir une entrée dans une ère démocratique avec l'organisation d'élections législatives anticipées<sup>34</sup>, ce qui donne lieu à un coup d'état militaire. Le 12 décembre 1979, la junte dirigée par le général Chun Doo-hwan s'empare du pouvoir et annule les élections.

Le peuple coréen se soulève alors contre ce nouveau coup d'Etat militaire et est réprimé dans le sang. La répression de Gwangju<sup>35</sup> a notamment marqué les esprits des coréens et la communauté internationale avec ses deux mille victimes, dont la plupart sont des étudiants.

Le nouveau dictateur réussit cependant à rétablir la croissance par des choix stratégiques : il réduit l'inflation, amorce une transition énergétique vers le nucléaire et ouvre la Corée aux investissements étrangers<sup>36</sup>. Il investit également dans l'éducation et notamment afin que la majorité des personnes ait accès à l'enseignement secondaire. *« L'effort de l'Etat est à la mesure de l'enjeu. En dix ans, de 1975 à 1986, les dépenses de l'éducation doublent, passant d'un septième à un tiers du budget »*<sup>37</sup>

<sup>32</sup> Emission France culture : <https://www.franceculture.fr/emissions/affaires-etrangeres/coree-du-sud-la-presidente-et-la-chamane>

<sup>33</sup> Pascal Dayez-Burgeon, op.cit. p.241

<sup>34</sup> ibid. p.242

<sup>35</sup> ibid. p. 242-243

<sup>36</sup> ibid. p.245

La hausse des niveaux de vie et de l'éducation fait cependant monter les contestations. Un mouvement contestataire est lancé par les intellectuels, dont font partie Hwang Sok-yong et Park Kyung-ni, rejoint par les étudiants, ils souhaitent aussi rassembler les travailleurs, ces oubliés de la croissance économique du *dragon coréen*.

*« La Vème République coréenne favorise surtout la bourgeoisie urbaine. Les ouvriers peu qualifiés, les petits métiers de service et surtout la plèbe des riziculteurs les plus modestes continuent à vivre comme avant, n'observant les bienfaits de la croissance que de loin »<sup>38</sup>*

*« Tout bascule en 1987. Sous la pression de la foule, le régime de Chun Doo-hwan doit céder, rétablir les libertés fondamentales, autoriser les syndicats indépendants et revenir à l'élection du président de la République au suffrage universel, qui avait été suspendu depuis Park Chung-hee. »<sup>39</sup>*

Des élections sont organisées dans la foulée, cependant, les démocrates étant divisés, c'est un proche du général Chun Doo-hwan, Roh Tae-woo qui se fait élire.

C'est aux élections suivantes, celles de 1993, que le premier président civil de Corée du Sud est élu : Kim Young-sam<sup>40</sup>. Ce dernier est notamment connu pour la campagne de moralisation financière qu'il mena. Ses deux prédécesseurs seront jugés coupables le 26 août 1996 de conspiration de mutinerie et de corruption à grande échelle. Chun Doo-hwan est dans un premier lieu condamné à mort, puis son jugement est transformé en appel, à la prison à perpétuité. Quant à Roh Tae-woo, il a été condamné à vingt-deux ans de prison. Ces sentences sonnent comme un nouveau départ pour la Corée du Sud.

Le peuple coréen qui a enduré la colonisation, la guerre civile, la misère et la dictature semble enfin prêt à goûter à la démocratie.

Ces relations de collusion entre le pouvoir politique et économique semblent ainsi faire partie inhérente de la société Sud-coréenne.

---

<sup>37</sup> Pascal Dayez-Burgeon, op.cit. p.249

<sup>38</sup> ibid. p.251

<sup>39</sup> ibid. p.255

<sup>40</sup> ibid. p.271

## 2. LES CULTES EN COREE DU SUD

La Corée du Sud est très tolérante en matière religieuse, on y trouve de nombreux cultes et de nombreuses sectes. Les deux principales religions sont le protestantisme évangélique qui représente 19,7%<sup>41</sup> de la population et le bouddhisme qui touche 15,5%<sup>42</sup> des coréens. Cependant, certains cultes comme le confucianisme, qui est pratiqué par l'ensemble des coréens ou encore le chamanisme ne sont pas considérés comme des religions. De nombreuses croyances et pratiques populaires subsistent, sans être apparentées à une religion.

### A. Le Chamanisme

La plus ancienne croyance du pays est le chamanisme. Il s'agit plus d'un ensemble de superstitions et de pratiques, qu'une religion organisée. Dans son livre *Les Sud-Coréens, lignes de vie d'un peuple*<sup>43</sup>, Frédéric Ojardias interroge Yang Jong-sung<sup>44</sup>, un professeur, conférencier et ancien directeur du Musée folklorique national de Corée du Sud. Ce dernier nous éclaire sur cette pratique propre à la péninsule.

*« [le chamanisme] remonte à plusieurs milliers d'années. Il est fondé sur des traditions orales, si bien qu'il est extrêmement difficile pour les universitaires de déterminer avec certitude son âge et ses origines. [...] le chamanisme coréen a évolué avec le développement de l'agriculture et l'établissement de villages de pêcheurs, quand les habitants de la péninsule sont passés d'une vie nomade à sédentarisée. Les formes primitives de chamanisme se sont ajustées aux nouveaux besoins, en offrant des rituels et un support spirituel adaptés à ces nouveaux modes de vie. [...] Aujourd'hui, notre société est beaucoup plus scientifique, technologique et rationnelle que spirituelle. Les fonctions*

---

<sup>41</sup> Frédéric Ojardias, *Les Sud-Coréens, lignes de vie d'un peuple*, Paris, HD ateliers henry dougier, 2017 p.88

<sup>42</sup> loc.cit.

<sup>43</sup> Frédéric Ojardias, *Les Sud-Coréens, lignes de vie d'un peuple*, Paris, HD ateliers henry dougier, 2017 (142 pages)

<sup>44</sup> ibid. pp. 88-94

*sociétales du chamanisme se sont orientées vers la divination et les rituels pour apporter fortune et longévité, obtenir une promotion ou réussir un examen. »<sup>45</sup>*

Les chamanes sont vus comme des divins ou diseurs de bonne aventure, et ont une forte influence sur leurs clients. Cependant, cette pratique ayant été persécutée durant de longs siècles, elle reste assez taboue chez des coréens, Frédéric Ojardias parlant de “honte”<sup>46</sup>.

## **B. Le bouddhisme**

Quant au bouddhisme, il arrive dans la péninsule en provenance de Chine dès le IV<sup>ème</sup> siècle.<sup>47</sup> Adopté par la cour aristocratique, il finit par se répandre dans la population, en se superposant aux rites et croyances préexistantes, dont le chamanisme fait partie.

Il fût ensuite réprimé sous le royaume de Joseon (1392-1897) et rétabli durant la colonisation japonaise. Malheureusement, cette proximité avec l'idéologie japonaise ne les a pas desservi à la libération de la Corée en 1945. Ce n'est que depuis 1990 qu'il connaît à nouveau un développement.

---

<sup>45</sup> Frédéric Ojardias op.cit. pp.90-91

<sup>46</sup> ibid. p. 105

<sup>47</sup> Pascal Dayez-Burgeon, op.cit. p.53

## C. Le confucianisme

Le confucianisme s'apparente plus à une philosophie qu'à une religion. En provenance de Chine, elle atteint la péninsule au XIII<sup>ème</sup> siècle, à la fin de la dynastie Goryeo<sup>48</sup>. Avec la dynastie Joseon(1392-1910)<sup>49</sup>. Le néoconfucianisme qui prévaut en Corée a été épuré des préceptes bouddhistes et taoïstes. Il repose sur la recherche de "l'ordre social idéal"<sup>50</sup> avec un fort respect de la hiérarchie et de l'ordre établi. Frédéric Ojardias souligne le caractère mystique du néoconfucianisme coréen :

*“ Il partage avec d'autres religions, son goût du sacré et de la liturgie, qui s'exprime par exemple dans les cérémonies d'hommages aux ancêtres organisées par la plupart des familles deux à trois fois par an ”<sup>51</sup>*

Au cœur de la vie sociale coréenne, la société Sud-Coréenne est encore très empreinte des valeurs conservatrices que le confucianisme prône. On peut notamment l'observer dans le respect accordé aux personnes âgées, la place des femmes, qui ont encore du mal à se faire valoir l'égale de l'homme ou les relations au sein des entreprises entre supérieurs hiérarchiques et subordonnés.

## D. Le christianisme

C'est la mission étrangère de Paris qui créa le diocèse coréen en 1831 et ainsi introduit le catholicisme en Corée.<sup>52</sup> Le succès est immédiat, mais durement réprimé par le régime, encore très centrée sur elle, la Corée ne voit pas de bonne augure cette influence étrangère et exécute neuf missionnaires français en 1866 sous le prétexte de "trouble étranger".<sup>53</sup> De nos jours, le catholicisme est encore assez présent en Corée puisqu'il est pratiqué par 7,9% de la population.<sup>54</sup>

---

<sup>48</sup> Pascal Dayez-Burgeon, op.cit. p.105

<sup>49</sup> loc.cit

<sup>50</sup> ibid. p.107

<sup>51</sup> Frédéric Ojardias, op.cit. p.105

<sup>52</sup> Chung Bertrand. Politique et religion en Corée du Sud. In: *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 32, 2001, n°1. Politique et religion en Asie orientale, sous la direction de Éric Seizelet. p.87

<sup>53</sup> loc.cit.

<sup>54</sup> Frédéric Ojardias, op.cit. p.88

Le protestantisme évangélique atteint quant à lui la péninsule avec l'influence des Etats-Unis en 1884.<sup>55</sup> Ces derniers s'engagent dans les sphères sociales, éducatives et sanitaires et construisent les premiers hôpitaux et universités. Son message percera notamment pour être associé à une forme de modernité et en se proposant comme une alternative au bouddhisme japonais. Mais c'est sous l'ère Park, avec le soutien du gouvernement qu'il commencera réellement à se répandre dans la péninsule.<sup>56</sup>

### **E. La spiritualité en Corée du Sud après l'occupation japonaise**

Durant l'occupation de la Corée du Sud par le Japon, le confucianisme est toléré jusqu'en 1919. Cependant, un incident lors de la Conférence de la paix de Versailles, où les confucianistes font passer une pétition pour l'indépendance de la Corée durcit la politique des colons.<sup>57</sup> Ils préfèrent alors imposer la japonisation du bouddhisme, grand rival du confucianisme. Puis en 1930<sup>58</sup>, la population s'est vue obligée de suivre la religion japonaise *shinto*. Dès la libération de l'occupation japonaise, les coréens du sud sont retournés vers leurs croyances.

Un autre tournant au niveau de la pratique des cultes dans la culture coréenne a été observé lors de la dictature de Chun Doo-Hwan, de 1980 à 1987. Ces troubles sociétaux ont eu pour conséquence le retour des croyances populaires en Corée du Sud. En effet, 200 sectes religieuses ont été créées dans les années 80. Ce phénomène laisse transparaître le besoin des coréens de se rattacher à une figure charismatique en temps de crise.<sup>59</sup>

---

<sup>55</sup> Chung Bertrand, op.cit. p.87

<sup>56</sup> Frédéric Ojardias, op.cit. pp.99-101

<sup>57</sup> Chung Bertrand. Politique et religion en Corée du Sud. In: *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 32, 2001, n°1. Politique et religion en Asie orientale, sous la direction de Éric Seizelet. p.88

<sup>58</sup> loc.cit.

<sup>59</sup> Emission France culture : <https://www.franceculture.fr/emissions/le-portrait-du-jour/le-portrait-du-jour-mercredi-1-juin-2016>

A La mort de son père en 1979, Park Guen-hye se rattacha au gourou de son père Choi Tae-min, puis à sa fille Choi Soon-sil.

Ce ne sont ainsi pas les croyances de la présidente Park qui choquent les sud-coréens, mais la place qu'elles ont pris dans l'exercice de ses fonctions. Et comment une femme, qui a grandi au cœur du pouvoir peut tant dépendre de l'influence d'une soi-disant chamane. Cela pose également la question de la place des croyances dans la société sud-coréenne.

### 3. LA PLACE DES *CHAEBOLS* DANS LA CORRUPTION EN COREE DU SUD

Comme nous l'avons vu précédemment, le développement des *Chaebols* a eu un rôle primordial dans le décollage de la croissance économique Sud-Coréenne. Cette période de dynamisme économique a permis de sortir le pays de la misère et de la sous-industrialisation. Cependant, les relations de collusion entre le pouvoir politique et les empires commerciaux que sont les *Chaebols*, s'installèrent dans les habitudes au sommet de l'Etat Sud-Coréen. Ces pratiques commencèrent sous la dictature militaire du général Park Chung-hee et continuèrent dans les décennies qui suivirent.

Comme nous le précise Pascal Dayez-Burgeon, la naissance de l'expression *Chaebol* traduit le sentiment des coréens que l'élite économique du pays s'accapare les richesses de la Corée du Sud.

*“Forgé en 1984, un terme apparaît pour désigner ces grands groupes multiformes qui accaparent la richesse nationale et flirtent avec le pouvoir : celui de chaebol. L'expression fait florès pour évoquer ces géants mondiaux que sont devenus Samsung, Hyundai ou LG. Etymologiquement, il peut se traduire par “faction de nantis”. En somme, après les factions de lettrés qui avaient empoisonné la vie politique sous Joseon<sup>60</sup>, les Coréens se rendaient compte qu'un nouveau type de faction avait fait son apparition.”<sup>61</sup>*

Nous allons voir comment la corruption s'est intégrée dans la culture de développement économique coréenne et revenir aux origines de ces pratiques.

---

<sup>60</sup> Sous la période Joseon (1392-1910) les *yangban* ou lettrés sont à l'origine les lauréats du concours mandarinal mais deviennent de surcroît une aristocratie héréditaire. Ils monopolisent les plus hautes fonctions et détiennent les plus vastes domaines fonciers. Pascal Dayez-Burgeon, *Histoire de la Corée, des origines à nos jours*, Paris, Tallandier, 2012 p. 93

<sup>61</sup> *ibid.* p.252

## A. La naissance des *Chaebols*

C'est dans la société d'après guerre que les premiers *Chaebols* font leur apparition. C'est notamment le cas de Samsung et Hyundai, alors sociétés spécialisées dans le bâtiment. Le pays, en ruine a besoin de se reconstruire et profite ainsi de l'explosion de la demande, financée par l'aide américaine. C'est aussi durant cette période que seront créées les Industries chimiques Lucky, qui deviendront LG.<sup>62</sup>

Cependant, ce n'est que sous l'ère Park que ce tissu industriel naissant se transformera en conglomérats que nous connaissons aujourd'hui.

Les coréens le reconnaissent, c'est à la vision de Park Chung-hee que l'on doit le "miracle économique coréen". Mais c'est également les pleins pouvoirs dont il dispose avec la dictature militaire et l'absence de contestation qui lui ont permis de mettre au point ce système de développement économique.

La dictature militaire lui a permis de planifier le développement du pays selon les priorités qu'il établissait. Il a ainsi décidé vers quels secteurs se tourneront les industries coréennes. Il a également la main mise sur le financement des *Chaebols* puisque jusqu'en 2000, c'était l'Etat coréen qui en était le principalement financeur. Il décide ainsi quel *Chaebol* se dirigera sur quel secteur.

L'une des conditions des succès des *Chaebols* est aussi rappelons le, la main d'oeuvre bon marché, qui permet d'exporter à des prix compétitifs. La menace du Nord sert de prétexte pour interdire les syndicats et réprimer toute forme de contestation. Ces méthodes sont possibles sous une dictature sans opposition de la société civile. La culture confucianiste, qui implique le respect de la hiérarchie, dissuade de fait la grande majorité des coréens à critiquer le régime qui leur a donné accès à l'emploi.

Park dispose ainsi des pleins pouvoirs sur la politique, l'économie du pays, et bénéficie d'une légitimité auprès de la populations; il va être à l'origine de la création d'un Cartel à la tête de l'économie du pays en favorisant les *Chaebols* sur la base de leur loyauté envers le régime et de leur part dans la production de la croissance économique. Pour constituer

---

<sup>62</sup> Pascal Dayez-Burgeon, op.cit. pp.1995-196

cette élite, et décider à quel *Chaebol* il accordera ses faveurs, il sélectionne ceux qui ont la plus grosse productivité et qui exportent le plus à l'étranger. La croissance économique Sud-Coréenne se base désormais sur un système qui lie le pouvoir politique et les grandes familles à l'origine des *Chaebols*.<sup>63</sup>

Michael Johnston fait une description du système mis en place sous l'ère Park et des bénéfices à la fois pour le gouvernement, qui bénéficie d'un enrichissement personnel, mais aussi qui augmente la croissance du pays, mais également pour les chaebols, qui ont les garanties de l'Etat que tout est fait pour que la prospérité économique perdure :

*« Money politics was a powerful combination of political power and wealth that furthered both interests. It was also rather simple : chaebols made payments to political leaders, their parties, or their pet “foundations” and charities” (...) In return for their money, chaebols got access to capital and foreign exchange on preferential terms, light or non-existent regulation, and labor peace guaranteed by state repression »*<sup>64</sup>

Les liens établis entre le pouvoir politique et les *Chaebols* se resserreront sous de la dictature *Yushin*<sup>65</sup>. Les dirigeants de Samsung et Hyundai deviennent notamment des conseillers privilégiés du dictateur et leurs cadres entrent au Parlement.<sup>66</sup>

---

<sup>63</sup> Michael Johnston, Korea : “money politics” and control” in *Syndromes of Corruption Wealth, Power and Democracy* (Cambridge University Press, 2005) pp.104-106

<sup>64</sup> *ibid.* pp.106-107

**Traduction :** La corruption était un parfait mélange de pouvoir politique et richesse, l'un servant les intérêts de l'autre. De plus, le système était on ne peut plus simple: les Chaebols payaient les politiques, leurs partis ou leurs “oeuvres caritatives” favorites (...) En échange de leur argent, les Chaebols avaient accès au capital et à l'échange international en fonction de leurs conditions préférentielles, peu voir pas de régulation, et enfin la possibilité de ne plus être importunés par les ouvriers alors opprimés par l'État répressif.

<sup>65</sup> Ce nom désigne la période de 1972 à 1979, à partir du moment où Park Chung-hee rétablit la loi martiale et s'attribue la présidence à vie. Il s'agit notamment de la période de dérive de l'ère Park, on le dictateur accumulera de sévères répressions contre la population et une période de corruption accrue.

<sup>66</sup> Pascal Dayez-Burgeon p.219

Pascal Dayez-Burgeon décrit ainsi cette période :

*« L'Etat y perd en impartialité. Petit à petit, les prêts, parfois à fonds perdus, et les avantages fiscaux souvent excessifs, se mettent à dépendre des relations et des pots-de-vin. Les groupes proches du pouvoir en retirent de substantiels avantages. [...] En revanche, pour les compagnies dépourvues de protection, la situation devient de plus en plus difficile, d'autant qu'à partir du plan quinquennal, les autorités, qui l'avaient jusque là limitée, encouragent la concurrence afin de dynamiser les entreprises les plus compétitives. [...] En somme, si la croissance continue à progresser, ses bénéfices sont de moins en moins partagés. »<sup>67</sup>*

On estime que durant les années 70, environ dix milliards de won, soit environ neuf millions de dollars américains rentraient de manière occulte dans les caisses de la Maison Bleue<sup>68</sup>. L'assassinat du général en 1979 n'interrompt pas ces pratiques.

## **B. Des pratiques de corruption qui perdurent**

Ces ententes entre les *Chaebols* et les successeurs de Park Chung-hee perdureront dans le temps. Sous Chun Doo-hwan, un système de pots de vin généralisé se mettra en place. Pour garantir l'absence d'opposition politique, les membres de l'opposition bénéficient également de ces pots de vin<sup>69</sup>. C'est ainsi tout le système politique du pays qui est corrompu et laisse le champ libre aux *Chaebols*. Les répressions violentes dont fait preuve le gouvernement participent toujours à empêcher toute forme de société civile de se former.

---

<sup>67</sup> loc.cit.

<sup>68</sup> Michael Johnston, op.cit, p.108

<sup>69</sup> ibid.p.107

Dans un passage, Pascal Dayez-Burgeon fait part des pratiques de corruption sous Chun Doo-hwan et des imbrications entre le gouvernement et les *Chaebols* :

*« Les proches du pouvoir, leurs patrons influencent ses choix. Leurs lieutenants sont ministres, députés, ou présidents d'universités. Cette collusion est si étroite que l'opinion finit par se demander qui commande qui, d'autant que les scandales financiers se multiplient. Malgré la censure de la presse, il devient de notoriété publique que Chun Doo-hwan n'est pas incorruptible. On devait même apprendre par la suite qu'il rançonnait les patrons, comme celui du groupe Samho qui doit lui verser deux millions de dollars sans parvenir à transférer son entreprise, transférée de force au groupe Daelim, mieux en cour ».*<sup>70</sup>

Bien que premier président Coréen élu au suffrage universel, le mandat de Roh Tae-woo se fait dans la continuité de ces prédécesseurs, également issu de la classe militaire, il était le candidat conservateur choisi par Chun Doo-hwan pour lui succéder. La fille du Président se maria avec l'héritier du groupe SK, aujourd'hui principal opérateur téléphonique en Corée du Sud. C'est notamment suite à ce mariage que le groupe obtiendra des financements de la part de l'Etat pour débiter dans le domaine des télécommunications.<sup>71</sup>

### **C. La démocratie civile ne rime pas avec la fin de la corruption**

Comme nous l'avons évoqué, le premier président civil, élu en 1993 amorça une période d'assainissement des pratiques de corruption en lançant une enquête contre ses prédécesseurs.

Park étant décédé, son nom ne sera pas sali, bien qu'il ait bâti ce système de corruption généralisé.

L'enquête d'investigation que demanda Kim Young-sam sur la corruption en Corée du Sud mis sous les projecteur un réseau corrompu où personne ne fût épargné. On apprit qu'un réseau composé des trente Chaebols les plus importants de Corée étaient impliqués. Les cinq plus gros Chaebols du pays ayant versé entre vingt-sept et trente-trois millions de

<sup>70</sup> Pascal Dayez-Burgeon, op.cit, pp. 251-252

<sup>71</sup> ibid. p.261

dollars au gouvernement. Mais également que l'ex président Roh Tae-woo avait extorqué 650 million de dollars au cours de son mandat. Les pots de vin avaient également été versé auprès du principal opposant politique de Roh Tae-woo, Kim Dae-jung qui accepta 2,6 millions de dollars.

Rappelons que les deux anciens dirigeant ont été reconnu coupable en 1996 de conspiration de mutinerie et de corruption à grande échelle

Chun Doo-hwan aura une peine de prison à perpétuité tandis que Roh Tae-woo a été condamné à vingt-deux ans de prison.

Même si ces deux procès rappellent le *Choigate*, ils ne sont pas totalement comparables avec l'affaire à laquelle je m'intéresse dans mon mémoire.

D'une part parce que ce n'est pas la société civile qui a lancé l'alerte et ordonné une investigation judiciaire mais le chef de l'Etat. Ainsi, il n'y a pas eu de procédure de destitution ni une mobilisation de la population pour enclencher le processus judiciaire.

Ce n'est ainsi pas un retournement d'ordre social puisque c'est l'Etat qui mène cette procédure.

Ensuite, ils étaient également condamnés pour les répressions sanglantes à l'encontre de la population Sud-Coréenne, dont celui de Gwangju proféré par l'administration de Chun Doo-hwan.

Malgré le fait que Kim Young-sam soit le premier président civil, les pratiques de corruption ne cesseront pas après son élection.

Son implication dans l'affaire Hanbo Steel le décrédibilisa complètement auprès de la population Sud-Coréenne.

En effet, lorsque le scandale éclate en 1997, on apprend que l'entreprise aurait falsifié ses comptes pour cacher son déficit s'élevant alors à plusieurs milliards de dollars. Des ministres sont impliqués ainsi que le fils du Président.<sup>72</sup>

---

<sup>72</sup> Michael Johnston, op.cit, p.108

## D. Les Chaebols aux commandes du modèle économique et social de la Corée du Sud

Les *Chaebols* jouent encore aujourd'hui une place centrale dans l'économie Sud-Coréenne, bien que leur image aient été salie par les nombreux scandales qui se succèdent, ils restent la fierté des Sud-Coréens et une voie privilégiée par les jeune diplômés.

Ces conglomérats qui prospéraient sous la dictature militaire ont continué de se développer sous la démocratie. Ils ont continué à profiter de prêts à taux avantageux de la part de l'Etat Sud-Coréen et jusqu'en 2000, investissent ainsi dans des secteurs pas toujours lucratifs.

Lorsque la crise asiatique toucha le pays dans les années 2000, celui-ci dû solliciter l'aide internationale et notamment celle du Fond Monétaire International (FMI), qui donna le nom de "crise FMI".

Le FMI donna des consignes strictes à l'Etat Sud-Coréen pour garantir le redressement économique du pays, et notamment *"met (...) un terme aux subventions automatiques, aux aides fiscales et aux normes protectrices en tous genres qui donnaient systématiquement l'avantage aux grands groupes sur leurs concurrents."*<sup>73</sup>. Ainsi, *"les chaebols qui avaient la fâcheuse habitude de se financer à fonds perdus doivent désormais faire comme tout un chacun : un appel de marché"*<sup>74</sup>.

Même si les *Chaebols* verront leurs avantages se réduire, comme le besoin de s'ouvrir en bourse pour se financer ou l'autorisation des syndicats ainsi que la hausse des salaires, leur influence en Corée du Sud restera très importante.

Avec la fin de la dictature militaire, la presse Sud-Coréenne connaît une plus grande liberté. Cependant, pour contrer la critique, les *Chaebols* sont les principaux annonceurs des journaux, ce qui lie les mains du IVème pouvoir.

<sup>73</sup> Pascal Dayez-Burgeon, op.cit, p.314

<sup>74</sup> ibid. p.315

Dans son livre, Frédéric Ojardias, à travers l'entretien qu'il a effectué avec Choi Seung-ho, « l'un des journalistes d'investigation les plus célèbres de Corée » celui-ci nous éclaire sur l'influence des *Chaebols* sur les médias Sud-Coréens :

*« La jeune démocratie sud-coréenne garantit en théorie la liberté et l'indépendance de ses médias. Mais la réalité est plus nuancée. Intimidations de journalistes via des procès à répétition, dévoiement des lois sur la diffamation et sur la sécurité nationale (qui punit tout acte ou discours jugés favorables à l'ennemi nord-coréen) : depuis plusieurs années, la presse en Corée du Sud n'est que "partiellement libre", selon le classement établi par l'ONG américaine Freedom House. (...) Les chaebols sont en effet des annonceurs incontournables qui peuvent se servir de leur formidable force de frappe publicitaire pour punir tout article jugé trop critique. En 2007, Samsung a par exemple réagi à la publication d'articles sur les malversations de ses dirigeants en cessant toute publicité dans les quotidiens progressistes Hankyoreh et Kyunghyang, les plongeant dans de graves difficultés financières. L'avertissement a été entendu : en 2010, la parution du livre brûlot d'un haut responsable de l'entreprise devenu lanceur d'alerte s'est accompagnée d'un très suspect silence médiatique... »<sup>75</sup>*

Cependant, comme le nuance l'auteur à travers l'exemple de Choi Seung-ho qui a créé son propre média, une presse contestataire s'organise pour contrer la pression des annonceurs.

Outre la critique qu'ils font taire, ces empires économiques semblent injusticiables. Frédéric Ojardias nous parle dans son livre des anciennes ouvrières travaillant pour la construction d'écrans LCD Samsung et qui sont exposées à des produits hautement toxiques provoquant de graves maladies comme des cancers, leucémies ou encore scléroses.

*« Nous recensons 224 ouvriers tombés malades après avoir travaillé sur les chaînes Samsung Electronics. 76 sont morts »<sup>76</sup>* déclare Lee Jong-ran, avocate de l'association représentant les victimes à l'auteur. Les procédures contre Samsung ont débuté en 2007.

---

<sup>75</sup> Frédéric Ojardias op.cit, p.81

<sup>76</sup> ibid. p.77

C'est sept ans plus tard que la cour d'appel déclarera qu'il existe effectivement un lien significatif entre son activité au sein de la chaîne de production et sa maladie. Un des hauts responsables s'excusera publiquement à ce sujet et proposera des plans d'indemnités aux familles comprenant une clause de non divulgation. Cependant, les maladies liées à l'activité au sein de la chaîne de production ne sont toujours pas reconnues comme maladies liées au travail, il n'y a pas de principe de précaution visant l'utilisation des produits toxiques afin de protéger au mieux la santé des ouvrières.

Une autre affaire concernant Samsung laisse entrevoir une certaine impunité pour les *Chaebols*. En 2008, le PDG de Samsung a été condamné à quatre-vingts millions d'euros d'amende et à trois ans de prison avec sursis pour fraude fiscale. Il a cependant été gracié en 2009 pour son rôle dans l'obtention des Jeux Olympiques d'Hiver de 2018 à Séoul.<sup>77</sup>

Ainsi, les *Chaebols* sont devenus des acteurs incontournables à la croissance Sud-Coréenne en constituant 70%<sup>78</sup> du PIB. Mais ils entraînent également une forte dépendance des sous-traitants et ainsi du tissu productif des PME Sud-Coréennes. Elles sont en effet fortement dépendantes de la demande des *Chaebols* et sont les premières touchées en cas de période de récession. Les *Chaebols* s'accaparent de plus les subventions et investissements étrangers rendant le tissu productif des PME d'autant plus fragile.

Cette incertitude est renforcée par les politiques de délocalisation, vers des pays asiatiques à la main d'œuvre moins onéreuse ou encore aux guerres que se livrent les conglomérats entre eux, infligeant de grosses fluctuations de productions aux sous-traitants.

Ces empires familiaux qui se transmettent de manière héréditaire rappellent ainsi Joseon et ainsi l'époque où une élite de privilégiés détenait les principales richesses du pays, tout en prenant part aux décisions clés concernant l'avenir de la Péninsule.

Les *Chaebols* sont à la base du développement économique de Corée du Sud. Cependant, comme nous l'avons vu, dès les prémices, l'État de Park Chung-hee a favorisé les relations de collusion entre les conglomérats héréditaires et le pouvoir politique qui se sont ancrés dans les pratiques. Ils ont ainsi eu accès à de lourds privilèges et acheté le droit de bâtir

<sup>77</sup> Pascal Dayez-Burgeon, op.cit, p.347

<sup>78</sup> ibid. p.346

leurs empires commerciaux. Bien que ces pratiques allaient dans un premier temps, de pair avec la croissance économique, ce n'est plus forcément le cas aujourd'hui. Les scandales de corruption émergent régulièrement et les dirigeants des conglomérats semblent intouchables. Leur influence est telle dans le pays qu'ils contrôlent aussi une grande partie de la presse. Même si des voix contestataires s'élèvent, elles ne semblent pas peser lourd face aux *Chaebols*.

Le retour historique permet ainsi de mesurer la situation désastreuse dans laquelle se trouvait la Corée du Sud en 1953 et comment dans la perspective de la menace du Nord, un régime autoritaire semblait être la seule issue pour permettre à la Corée du Sud de persister.

Mais également de prendre compte de la volonté et notamment de la solidarité nationale qui a permis aux Sud-Coréens de s'ériger à la place de douzième puissance économique mondiale.

Le général Park est ainsi dans l'imaginaire Sud-Coréen, restait celui qui a permis le décollage économique de la Corée du Sud et celui qui a permis de sortir le pays de la famine. Bénéficiant de cette image, Park Geun-hye a bénéficié d'une renommée considérable, lui permettant de devenir la première femme présidente Sud-Coréenne.

Nous nous sommes également intéressés aux cultes en Corée du Sud, une société très imprégnée de spiritualité. Bien que variés et cohabitants depuis plusieurs siècles, certaines croyances font tâche dans cette société de la modernité. Les rites chamaniques, qui sont les pratiques spirituelles les plus anciennes du pays et qui restent présents dans la culture Coréenne, restent mal perçues par la plupart de la population. Même si les Coréens font encore appel aux chamanes dans les périodes clés de leur vie comme compteurs de bonnes nouvelles, ces pratiques sont honteuses et doivent rester cachées.

Ainsi, le fait que ces pratiques, considérées comme archaïques puissent s'immiscer dans les plus hautes sphères de l'Etat et s'étaler ainsi dans la presse à travers le monde a profondément touché la population Sud-Coréenne, qui n'assume plus ces pratiques.

Enfin, nous nous sommes particulièrement attardés sur les acteurs au coeur de l'affaire du *Choigate* que sont les *Chaebols*. Comment les différents gouvernements ont créé un système de corruption leur permettant d'avoir des avantages compétitifs en l'échange de versements. Touchant durant la dictature militaire toute la sphère politique. Ces réels empires qui se sont construits semblent intouchables du fait de leur rôle de principal annonceur dans les médias et de leur place primordiale dans l'économie Sud-Coréenne.

Le *Choigate* qui fait référence à une affaire sans précédent dans l'histoire de la Corée du Sud rappelle des pratiques connues de toutes et existant depuis l'existence de la Corée du Sud. Cependant, bien que l'influence des *Chaebols* n'est pas discutable, c'est la première fois qu'une procédure de destitution est mise en place, que plusieurs dirigeants de *Chaebols* sont mis en prison. C'est dans ce sens que ce scandale s'apparente à une crise multisectorielle. Puisque le *Choigate* oblige la Corée du Sud à faire face à des pratiques qui durent depuis peut-être trop longtemps et de repenser un modèle sclérosé par sa hiérarchie, qui ne permet plus le plein emploi, notamment chez les jeunes.

## Chapitre 2 : Le *Choigate*

---

Dans ce deuxième chapitre, nous reviendrons dans un premier temps sur l'affaire en elle-même. Nous établirons un résumé du *Choigate* en établissant une chronologie et en pointant quels acteurs sont mis en cause. Nous nous intéresserons ensuite au processus judiciaire et démocratique qui a suivi l'affaire.

Puis, nous nous intéresserons aux stratégies de communication de crise mises en place par Park Geun-hye dont les principaux axes sont la reconnaissance partielle de sa responsabilité dans la crise et le déni des accusations les plus sérieuses.

Pour établir la communication de crise de l'ancienne dirigeante de la Corée du Sud, nous nous appuyerons sur le corpus de presse et les transcriptions en anglais ou en français de ses discours.

Nous procéderons ensuite au bilan de la communication de crise et tenterons de comprendre ce qui a failli et eu comme conséquence la destitution de la Présidente. Nous verrons également ce qui fait que la crise était inévitable.

## **1. L'AFFAIRE**

Nous allons nous intéresser au déroulement de l'affaire du *Choigate* et aux révélations les plus marquantes et ainsi mettre en évidence le processus judiciaire et démocratique qui s'est mis en place en l'espace de moins de deux mois.

Pour cela, je me suis appuyée de mon corpus, notamment pour constituer une chronologie des faits et énumérer les révélations qui ont le plus marqué l'opinion Sud Coréen et international.

Quant à l'analyse du processus judiciaire et démocratique qui a eu lieu à la suite des révélations, je me suis appuyée sur un entretien effectué avec Frédéric Ojardias et de mon corpus.

## A. Des révélations en cascade

Dans un premier temps, les Sud-Coréens ont découvert la nature des liens entre la présidente Park et sa confidente. En 1974, la première dame de Corée du Sud est assassinée lors d'un attentat qui visait son mari, le général Park Chung-Hee. M. Choi Tae-min, un prédicateur religieux et chef de l'Eglise de la vie éternelle, une secte chamanique, se rapproche du Président. Il dit entretenir des liens avec la défunte épouse du président Park Chung-Hee. Lorsque le président Park se fait assassiner en 1979, Park Geun-hye reste très proche de la famille Choi et Choi Soon-sil aurait hérité des dons chamaniques de son père et permettrait à Park Geun-hye d'entretenir des relations avec ses parents défunts. Elle devient alors la confidente de Mme Park.<sup>79</sup>

Il s'est avéré que la présidente ne prenait pas de décision importante sans l'aval de Choi. La confidente de la présidente a corrigé une cinquantaine de discours, et est à l'origine de la nomination de membres du cabinet présidentiel. Choi Soon-sil avait également accès à des informations confidentielles sur la sécurité de l'état sud-coréen.

Un parallèle a été fait entre la relation qu'entretenait le père de la présidente et son propre chamane.

Le système d'extorsion qu'avait monté Choi Soon-sil, consistait à faire transiter les pots de vin versés par les *Chaebols* par deux fondations possédées par Choi Soon-sil et sa fille. Cela rappelle le système de corruption mis en place sous Roh Tae-woo, qui rappelons-le, faisait également transiter les versements des *Chaebols* par le biais de fondations.

L'enquête a révélé que 52 groupes avaient fait des donations aux fondations en l'échange d'un appui politique. Parmi eux, les entreprises les plus puissantes du pays dont Samsung, Lotte, Hyundai Motor, Sk Group, LG, Daevoo, CJ Group et Hanhwa.

Les exemples de collusion se succèdent, notamment celui d'un passe-droit donné à la fille de Choi, pour accéder à une prestigieuse université coréenne.

---

<sup>79</sup> Corpus : Falletti Sébastien, "La présidente de Corée du Sud trahie par sa raspoutine, Le Figaro, 5/11/16

La fusion de deux filiales de Samsung, permettant à la famille héritière de devenir l'actionnaire majoritaire de la société a transité par Choi. Suite au versement de 35 millions de dollars aux fondation de Choi, le gouvernement coréen donna son aval à la fusion des deux filiales. D'autres sociétés se sont vues attribuer des avantages tels qu'une électricité bon marché ou encore des avantages fiscaux.

Ces méthodes d'extorsion rappellent vivement les systèmes de corruption utilisées sous l'ère Park et la dictature militaire. La Corée du Sud n'a pas réussi à endiguer ses pratiques de corruption entre les *Chaebols* et les politiques Sud Coréens. Mme Park est ainsi la cinquième présidente Sud Coréenne à être accusée de corruption au cours de son mandat depuis la purge sous Kim Young-sam.<sup>80</sup>

Malgré le fait que depuis la crise FMI, les financements des Chaebols soient plus encadrés, ces pratiques de corruption semblent particulièrement ancrées dans la culture économique et politique Sud-Coréenne.

Rappelons que lors de la crise asiatique des années 1997-1998<sup>81</sup> alors que le pays et le grands conglomérats sont surendettés, le FMI, la banque Mondiale et la Banque asiatique de développement et sept pays occidentaux avaient conditionné le versements de prêts à une réforme du système de financement et de garanties des entreprises au premier rang desquelles les Chaebols. Les conglomérats coréens ont alors dû faire appel à des actionnaires et ainsi justifier de la rentabilité de leurs projets. L'Etat Sud-Coréen a toutefois continué à soutenir les *Chaebols*, incontournables pour développer les exportations et contenir la progression du chômage suite aux vagues de licenciements durant la crise.

Ce scandale conforte ainsi le sentiment d'une fracture entre le peuple coréen et son élite économique.

---

<sup>80</sup> Corupus : Sung Il-kwon "En Corée du Sud, la fin de la dynastie Park", Le Monde Diplomatique, Janvier 2017

<sup>81</sup> Suite à une série de dévaluations monétaires parties de Thaïlande, un crise systémique a touché tous les pays du sud est asiatique dont la Corée du Sud où le niveau d'endettement des entreprises, les participations croisées entre conglomérats ont conduit huit des trente premiers conglomérats à être déclarés en faillite. Les chaebols ont dû renoncer à des activités filialisées sans lien avec leur activité principale; Hyundai a racheté le constructeur automobile KIA, Général Motors l'activité automobile de Daewo et Renault celle de Samsung.

## B. Le processus judiciaire et démocratique

C'est à une vitesse éclair que le processus judiciaire visant à l'arrestation puis au jugement des protagonistes impliqués dans le *Choigate* s'est effectué. Trois jours seulement après les révélations de la chaîne JTBC, une cellule d'enquête spéciale est nommée pour travailler sur l'ingérence dans les affaires de l'état par Choi Soon-sil. Dès 29 octobre, les procureurs tentèrent de perquisitionner la Maison bleue, mais se sont vus refuser l'accès.<sup>82</sup> En effet, la présidente disposait d'une immunité présidentielle; elle ne pouvait pas être poursuivie en justice durant l'exercice de son mandat.

Le 03 décembre, le parlement a déposé une motion de destitution contre la présidente. Pour que la procédure de destitution soit mise en marche, 28 votes favorables sont nécessaires. Le 09 décembre, 234 députés votèrent pour la destitution de la présidente Park dont 60 députés de son parti politique.

La motion de destitution est envoyée à la cour suprême qui a six mois pour donner son verdict. Si elle accepte la motion de destitution, de nouvelles élections doivent être menées dans les soixante jours. Le 03 janvier, la cour constitutionnelle organise la première séance du procès de destitution de la présidente Park. Elle est accusée d'avoir permis à son amie Choi Soon-sil de s'immiscer dans les affaires de l'état et d'avoir extorqué avec elle plusieurs millions de dollars aux conglomérats coréens. Le procès se clôturera le 10 mars 2017 par la destitution de la présidente.

Des proches de la présidente seront également arrêtés puis jugés, tels que l'ancien secrétaire général du bureau présidentiel Kim Ki-choon, l'ancien ministre de la culture Cho Yoon-sun, et les anciens conseillers de la présidente An Chong-bum et Joeong Ho-seong. D'autres personnalités importantes de la vie économique coréenne seront inquiétés par la justice, tels que les dirigeants de Lotte et de Samsung ainsi que la présidente de l'université féminine Ewha.

Le 31 mars 2017, soit cinq mois après le début des révélations, l'ex présidente Park Geun-hye est arrêtée.

L'héritier de Samsung a été condamné à cinq ans d'emprisonnement, le dirigeant de Lotte à 4 ans, quant à Choi Soon-sil, si elle est jugée coupable de tous les chefs d'inculpation retenus contre elle, elle risque vingt ans de prison. Le 23 mai dernier, le procès de l'ex-présidente Park a débuté. Elle est jugée pour 18 chefs d'inculpation, dont corruption, coercition et abus de pouvoir. Il s'est achevé le 06 avril par la condamnation de l'ancienne présidente à vingt-six années de prison.

La mise en place d'une cellule d'enquête spéciale a garanti l'indépendance du processus judiciaire. Face à la pression de la rue, les politiques ne se sont pas opposés à la procédure de destitution. Park Geun-hye s'inscrit ainsi comme la troisième présidente inculpée pour corruption en Corée du Sud depuis le retour de la démocratie dans les années 90. Les ex-présidents Chun Doo-hwan et Rho Tae-woo ont purgé leur peine de prison.

Frédéric Ojardias, correspondant à Séoul de Radio France et auteur du livre *Sud-Coréens, Ligne de vie d'un peuple*, m'a accordé un entretien.<sup>83</sup> Je l'ai interrogé sur les conditions d'émergence de l'affaire et la rapidité du processus judiciaire. Ces informations étant assez difficile d'accès pour une personne ne parlant pas le coréen.

Lorsque j'ai voulu m'intéresser à la chaîne télévisée à l'origine de l'affaire, *JTBC*, j'ai constaté qu'il ne s'agissait pas d'une chaîne connue pour son journalisme d'investigation. Je me suis ainsi interrogée sur les raisons qu'aurait eu la chaîne de divertissement à ce qu'un tel scandale éclate. Ce à quoi me répond Frédéric Ojardias : « *Je pense que c'est lié à la personnalité du journaliste star de la chaîne, le présentateur Son Sok-ki. Leurs intérêts, c'est de faire de l'audience...* »<sup>84</sup>.

Nous sommes ainsi assez éloignés d'une logique de IVème pouvoir à l'instar du *Watergate*, auquel fait référence la terminologie même du *Choigate* et qui a été l'objet de nombreuses comparaisons par la presse anglophone. Même si ce n'est pas l'intention première du média à l'origine de l'affaire, c'est cependant le rôle qu'ont eu ces révélations.

---

<sup>83</sup> Annexe 1

<sup>84</sup> *ibid.*

Selon les informations fournies par le livre *Sud-Coréens, Ligne de vie d'un peuple*, nous avons vu en première partie, que les *Chaebols* en tant que principaux annonceurs ont des moyens de pression considérable sur les médias Sud-Coréens et leurs journalistes. Dans ce contexte, nous avons interrogé Frédéric Ojardias sur la possibilité qu'une telle affaire émerge par le biais des médias et crée un tel « *buzz médiatique* ».

Sa réponse est la suivante :

*“L'intérêt du public était tel que beaucoup de médias ont décidé de couvrir l'histoire malgré les pressions. Une fois que le scandale a éclaté, il était tellement énorme qu'il était impossible de l'étouffer.”*<sup>85</sup>

Ce qui a également surpris la presse à travers le monde a été la rapidité avec laquelle la justice s'est mise en place. Alors qu'il ne restait, rappelons-le qu'un an à l'ancienne Présidente avant la date de nouvelles élections qui signifiaient la fin de son mandat<sup>86</sup>, une procédure de destitution s'est mise en place en l'espace d'un mois et demi.

Cependant, comme le rappelle le journaliste : “ *L'équipage du Sewol a aussi été jugé à vitesse grand V* ”<sup>87</sup>. Frédéric Ojardias fait ici référence au naufrage du ferry Sewol le 16 avril 2014 qui fit 304 victimes<sup>88</sup> dont la plupart étaient des lycéens. Le journaliste dédie un chapitre de son livre à ce tragique naufrage.

*“ Le 16 [ avril 2014 ] au matin, alors que la mer est calme, le navire effectue un virage très brusque au large de Jindo, chavire et coule en quelques heures. L'enquête montre vite que le Sewol n'est qu'un cercueil flottant qui n'aurait jamais dû être autorisé à prendre la mer : l'armateur avait modifié la structure du ferry pour embarquer plus de passagers - le rendant instable - et surchargeait systématiquement ses navires. Il n'avait jamais été inquiété par des autorités de contrôle complaisantes. ”*<sup>89</sup>

Cette affaire avait également été très médiatisée au vu de l'ampleur de la tragédie, elle révélait également une affaire de corruption des autorités de contrôle. Le rôle de la

---

<sup>85</sup> Annexe 1

<sup>86</sup> *ibid.*

<sup>87</sup> Frédéric Ojardias *op.cit.* p.67

<sup>88</sup> Corpus : Le Monde diplomatique

présidente Park avait également été très critiqué au moment de cette crise puisqu'elle était restée silencieuse pendant sept heures après l'annonce du naufrage<sup>90</sup>.

Ainsi lorsqu'une affaire est très médiatisée, il semblerait que la justice Sud-Coréenne se montre très rapide.

Il faut également noter que le processus démocratique a également suivi son cours. Devant l'appel de la rue, le parlement a mis en place la procédure de destitution pour la première fois. Nous l'avons souligné, pour être accordée, la motion de destitution doit être votée par les députés. 234 députés sur un nombre total de 300 ont voté pour cette destitution, soit 78% de l'hémicycle Sud-Coréen.

C'est ainsi une large majorité des élus, dont les soixante députés du parti de l'ancienne présidente, qui l'a désavoué. Pourtant, cela n'était pas dans l'intérêt du parti conservateur que des élections aient lieu soixante jours après un tel scandale, favorisant nettement l'opposition. C'est ainsi malgré ce risque que les élus ont organisé ce vote. Sous la pression de la rue, les élus ont accédé à la demande du peuple Sud-Coréen.

La presse coréenne a ainsi tenu son rôle de quatrième pouvoir. Par ses révélations, elle a réveillé le mécontentement de la population coréenne et a transformé un scandale politique en une véritable crise multisectorielle, au sens entendu par Michel Dobry.

Cette prise de conscience sociale s'est traduite au niveau politique. Le nouveau président sud-coréen, Moon Jae-in s'étant présenté comme le candidat de l'antisystème et anti-chaebols. Il a notamment promis au peuple sud-coréen de « réformer la concurrence en changeant les règles qui permettent à quelques familles de contrôler des empires ».

Les coréens remettent également en cause leur rapport au spirituel et l'importance prise par leurs croyances au sein de leur société.

La société sud-coréenne est aussi animée par la volonté de faire un travail de mémoire collectif sur l'histoire de la Corée. Notamment revenir sur l'occupation japonaise et les

---

<sup>89</sup> Frédéric Orjadias op.cit. p.67

<sup>90</sup> Corpus : Le Monde diplomatique op.cit.

longues périodes de répression politique que le pays a connu. Ainsi, effectuer une réelle rupture avec le modèle autoritaire et de corruption du pays.

## 2. LA COMMUNICATION DE CRISE DE PARK GEUN-HYE

Par communication de crise, nous entendons la définition donnée par Arlette Bouzon, soit :

*“ La communication de crise [ ... ] concerne l’ensemble des actions de communication qui accompagnent la crise que cela soit avant, pendant ou après celle-ci. Si des signes avant-coureurs permettent de prévoir la crise, la communication cherche à la désamorcer ou à la circonscrire dans une phase d’anticipation. Elle tente ensuite de la traiter à chaud pour ne pas lui laisser prendre une ampleur médiatique démesurée qui risquerait de déstabiliser l’organisation avant que celle-ci ne puisse réagir, ou de ternir définitivement son image. Elle accompagne enfin toutes les actions menées par l’organisation pour répondre à la crise puis pour en sortir dans les meilleures conditions. ”<sup>91</sup>*

Pour comprendre et analyser le *Choigate* en tant que crise multisectorielle, il est nécessaire de comprendre les tactiques mises en place par les protagonistes des crises et tout particulièrement à la communication de crise de Park Geun-hye. Malheureusement, je n’ai pas eu accès aux communiqués de presse de la Maison Bleue lorsque l’affaire a éclaté. Ne maîtrisant pas le coréen, je n’ai pas eu accès à beaucoup de supports pour baser mon analyse. Je me suis appuyée sur mon corpus de presse pour reconstituer les principaux discours de l’ancienne présidente. Ces discours déterminent les trois temps majeurs de la communication de la Maison Bleue, Park Geun-hye ayant été plutôt discrète pendant le déroulement de la crise. Ces trois discours ont eu lieu le 25 octobre, le 4 novembre et le 29 novembre 2016.

Quant à l’analyse de cette communication de crise, je m’appuierai principalement sur l’ouvrage collectif *Communication de crise*<sup>92</sup>. Les chapitres sur lesquels je m’appuie ayant

---

<sup>91</sup> Arlette Bouzon, « Communication de crise et maîtrise des risques dans les organisations », *Communication et organisation* [En ligne], 16 | 1999

<sup>92</sup> Thierry, Libaert, *Communication de crise*, Montreuil, Pearson France, 2018, 246 pages

été écrits par Thierry Libaert. Cet ouvrage est plus spécifiquement dédié à la communication de crise en entreprise, mais s'appuie également sur des cas de communication politique et se prête d'après moi aussi à la communication de la Maison Bleue durant le *Choigate*.

### **A. Les axes principaux de la communication de la *Maison Bleue***

Avant de se poser la question de la communication de crise mise en place par la Maison Bleue au moment du *Choigate*, nous étudierons la question des enjeux de cette communication. Ainsi, quelles conséquences peut avoir la crise sur les hautes sphères de l'Etat Sud-Coréen ? Comme nous l'avons énoncé précédemment, Park Geun-hye est la cinquième présidente élue démocratiquement accusée de corruption. Pour autant jusqu'alors, aucun président de Corée du Sud ne s'est vu destitué de sa fonction. Cependant, des procès pour corruption ont déjà eu lieu et les peines de prison très lourdes ont été prononcées. Ainsi l'enjeu pour cette communication au moment où éclate l'affaire est dans un premier temps de maintenir la Présidente à la Maison Bleue jusqu'à la fin de son mandat. Sachant qu'un successeur issu de son parti politique pourrait la gracier ou alléger sa peine d'emprisonnement. Il est aussi primordial pour l'avenir de Park Geun-hye de préparer la défense de son procès et ainsi de se disculper des chefs d'accusation les plus lourds.

Pour l'analyse de la stratégie de communication de crise de la Maison Bleue, j'ai déterminé plusieurs temps clés. Dans un premier temps, Park Geun-hye tentera par la stratégie du détournement, de se positionner au dessus de l'affaire.

L'axe clé de la communication de Park Geun-hye est celui de la reconnaissance de responsabilité partielle, qui consistera à l'aide des stratégies de "la bonne foi" et de la "victimisation" de se décharger de son rôle clé dans le *Choigate*. Toujours dans cette logique, elle niera les accusations qui ont le plus choqué l'opinion, comme le caractère chamanique mais également son rôle dans le système d'extorsion.

- **le détournement**

La stratégie du détournement est décrite par Thierry Libaert comme :

*« La technique du détournement consiste à ne pas répondre sur le sujet même de la crise et à orienter l'attention vers un autre thème de débat. »<sup>93</sup>*

Dans sa première allocution publique, Park Geun-hye n'a pas mentionné le système de corruption avec les *Chaebols*, elle s'excuse seulement d'être à l'origine de l'affaire. Le 24 octobre, soit le jour où éclate l'affaire, et avant toute intervention de sa part concernant le *Choigate*, elle annonce sa volonté de réviser la constitution de Corée du Sud. Puis lors de son discours du 4 novembre, elle limoge son premier ministre et annonce un élargissement de son gouvernement à des membres de partis de l'opposition.<sup>94</sup>

Dans un premier temps, l'ancienne présidente essaiera de se maintenir au dessus du brouhaha médiatique et des accusations qui la lient au *Choigate*. Ces piètres tentatives pour imposer un agenda setting à la presse ne feront qu'accentuer les reproches à son égard. La presse Sud-Coréenne et la population y ont vu la volonté de Park Geun-hye de se maintenir au pouvoir et de tenter de détourner l'attention.

---

<sup>93</sup> Thierry, Libaert. op.cit p.68

<sup>94</sup> Corpus : "empêtrée dans un scandale, la présidente de Corée du Sud limoge son premier ministre", Le Temps, 2 Novembre 2016

- **La reconnaissance d'une responsabilité partielle**

Tout le long du déroulement de l'affaire, Park Geun-hye va adopter une posture de reconnaissance partielle de sa responsabilité. La notion de responsabilité est expliquée par Thierry Libaert comme :

*« La stratégie de reconnaissance consiste pour l'organisation en cause à reconnaître publiquement sa responsabilité dans les causes et les conséquences de la communication de crise ».*<sup>95</sup>

Une reconnaissance partielle conduit à reconnaître l'origine de la crise sans en assumer les conséquences. Pour détailler cette stratégie, nous pouvons nous appuyer sur les concepts de "la bonne foi" et de "victimisation" utilisés par Park Geun-hye. Nous insisterons également sur le ton utilisé lors des ces allocutions publiques, renforçant cette stratégie.

- **La bonne foi**

La stratégie de "la bonne foi" est une stratégie de reconnaissance de responsabilité partielle, décrite par Thierry Libaert comme :

*« L'organisation reconnaît son erreur, voir sa faute, mais annonce sa bonne volonté, sa naïveté, le fait qu'elle ait été induite en erreur »*<sup>96</sup>

Cette stratégie a notamment était utilisée par Richard Virenque, qui nia s'être dopé intentionnellement. Il dira avoir été dopé "à son insu", une formulation qui sera transformée par les Guignols de l'Info en "à l'insu de mon plein gré".<sup>97</sup>

---

<sup>95</sup> Thierry, Libaert. op.cit p.65

<sup>96</sup> Thierry, Libaert. op.cit p.67

<sup>97</sup> cas pratique décrit plus en détails Thierry, Libaert. op.cit p.67

Il s'agit donc d'une stratégie assez risquée, reposant sur la propension du public à croire en la crédulité de l'orateur.

Dès son premier discours, le 25 octobre, Park Geun-hye déclara :

*« To me, it was something that I did out of pure intent to do things more thoroughly, but regardless of any reason, I am sorry that I caused concern to the people of the nation, caught them by surprise and hurt their feelings »<sup>98</sup>*

Ainsi, l'ancienne présidente s'excuse pour l'éclosion de la crise, sous son mandat, mais se dédouane de sa responsabilité en insistant que les actes que l'on lui reproche ne sont pas le fait de sa volonté.

Elle insistera davantage sur la naïveté qui a poussé au scandale lors de son allocution de 4 novembre :

*« J'avais baissé ma garde. En regardant en arrière, je réalise maintenant que tout cela est arrivé parce que j'ai cru en notre relation [ avec Choi Soon-sil ] et n'ai pas examiné les choses plus minutieusement. »<sup>99</sup>*

Elle aurait ainsi subi un abus de confiance, sa confidente aurait abusé de la confiance qu'elle lui accordait. Nous sommes ainsi toujours dans une démarche de construction d'un personnage naïf et abusé. Cela va se compléter d'une stratégie de victimisation.

---

<sup>98</sup> Il s'agit d'une traduction effectuée du coréen vers l'anglais par *The Canadian Press*

Corpus : Hyung-Jin Kim, « South Korea's leader acknowledges ties to woman in scandal », *The Canadian Press*, October 25, 2016

**Traduction :** A mes yeux, il s'agit de quelque chose que j'ai fait sans en avoir l'intention. Et au final, quelques soient mes raisons, je suis désolée d'avoir causé du tort à la nation coréenne, de l'avoir eu par surprise et de l'avoir heurtée.

<sup>99</sup> Traduction du coréen vers le français proposée par *Le Monde* dans "La présidente sud-coréenne destituée", *Le Monde*, 10 décembre 2016

- **La Victimisation**

La stratégie de victimisation est décrite ainsi par Thierry Libaert comme :

*« La stratégie de victimisation consiste à déplacer l'attention relative aux responsabilités vers les souffrances de la personne vers qui se porte l'attention médiatique [ ... ] L'objectif est de communiquer sur la douleur psychologique de la personne en posture de responsabilité dans la situation de crise, afin d'espérer une réduction des critiques jugées injustes ou cruelles »<sup>100</sup>*

Park Geun-hye justifia ses relations avec Choi Soon-sil en insistant sur la solitude, sur les drames qui ont marqué sa vie de jeune adulte. Elle déclara lors de son discours du 4 novembre :

*« Vivant seule, je n'avais personne pour régler les nombreuses affaires privées qu'il fallait gérer, donc je me suis tournée vers Choi Soon-sil, qui m'a aidée depuis longtemps » [ ... ] Elle [ Park Geun-hye ] la [ Choi Soon-sil ] décrit comme la personne restée à ses côtés durant ses "moments les plus durs", en référence à son double deuil. »<sup>101</sup>*

Déjà présentée lors de ses campagnes électorales auxquelles elle s'est présentée, comme une orpheline, Park Geun-hye insiste sur les drames qui ont marqué sa vie de jeune adulte. Sur son caractère désespéré et justifie ainsi ses relations avec celle que la presse à surnommée "la Raspoutine".

Ces éléments de stratégie sont renforcés par la tonalité du discours employée par Park Geun-hye.

---

<sup>100</sup> Thierry, Libaert. op.cit p.73

<sup>101</sup> propos rapportés et traduits par Le Monde dans "La présidente sud-coréenne destituée", *Le Monde*, 10 décembre 2016

- *La place des émotions*

Parmi les différentes manières de classer la tonalité du message en communication de crise, Marie-Noëlle Sicard décrit trois formes de tonalités : le didactisme, le récit fictionnel et la contamination.<sup>102</sup> Le récit fictionnel “*se situe dans le registre émotionnel et fonctionne également par un appel à l’interaction d’un sentiment*”<sup>103</sup>

Durant ses discours, Park Geun-hye s’appuya fortement sur le registre de la compassion. Comme nous l’avons vu dans les deux exemples précédents, elle soulignera la détresse qui la lie à Choi Soon-Sil. De plus, lors de son deuxième discours, du 4 novembre 2016. Elle marqua l’opinion internationale par ce que la presse qualifia de “larmes de crocodile”. L’ancienne présidente présenta à nouveau ses excuses à la nation Sud-Coréenne, cette fois en larmes.

L’expression de ces émotions permettent également de rendre les excuses de l’ancienne présidente crédible.

Pour cela, nous allons nous appuyer sur l’ouvrage *Sorry about that* d’Edwin Battistella. L’auteur s’intéresse à l’analyse des excuses publiques dans la culture américaine. Il s’intéresse également au langage utilisé et ce qui fait que des excuses publiques sont acceptées ou non.

“*Edwin Battistella (...) indique que plusieurs expressions peuvent être employées, mais que l’essentiel est que cette reconnaissance s’accompagne de la présentation du sentiment de sa faute et d’un repentir : “je suis désolé”, “je regrette”, “j’ai eu tort”, “je m’excuse”, “je demande pardon*”<sup>104</sup>

---

<sup>102</sup> théorie résumée par Thierry Libeart dans Thierry, Libeart. op.cit p.83

<sup>103</sup> loc. cit.

<sup>104</sup> ibid. p.66

Au cours de ces trois allocutions publiques, Park Geun-hye a multiplié les excuses et l'expression d'un sentiment de repentir.

Lors de son second discours, du 4 novembre 2016, elle déclara :

*“I blame myself for everything”*<sup>105</sup> ou encore *“ I feel a huge responsibility [ ... ] deep in my heart ”*<sup>106</sup>

Lors de ce même discours, elle déclara : *“Des pensées tristes troublent mon sommeil la nuit”*<sup>107</sup>

Dans ses excuses publiques, Park Geun-hye exprime bien une émotion de repentir et de tristesse

Ces excuses n'ont cependant pas été entendues par les Sud-Coréens, décrédibilisées par le maintien de la Présidente à la Maison Bleue.

Cette reconnaissance de responsabilité partielle a entraîné des mobilisations de plus en plus nombreuses chaque week-end devant la Maison Bleue, réclamant la démission de la Présidente. La population attendait une prise de responsabilité totale c'est-à-dire, sa démission.

---

<sup>105</sup> Corpus : propos rapportés et traduits du coréen vers l'anglais par le Washington Post dans Anna Filfield “I deeply apologise to the nation : South Korean president Park Geun-hye”, *The Washington Post*, 4th November 2016

**Traduction : Je me tiens pour responsable de tout ce qui s'est passé**

<sup>106</sup> loc. cit

**Traduction : Je me sens très responsable (...) profondément dans mon coeur**

<sup>107</sup> propos rapportés et traduits par Le Monde dans “La présidente sud-coréenne destituée”, *Le Monde*, 10 décembre 2016

- **La négation des accusations les plus sérieuses**

Les stratégies de communication de crise visant à nier les accusations sont qualifiées de “stratégies du refus” par Thierry Libaert. Parmi ces dernières, Park Geun-hye utilisera la stratégie du déni visant les accusations et rumeurs de pratiques occultes au sein du palais présidentiel. Et elle utilisera la stratégie du “bouc émissaire” pour contourner les accusations de corruption.

- ***Le déni***

Thierry Libaert définit ainsi la stratégie du déni : “ *Cette stratégie consiste à démentir toutes les accusations portées.*”<sup>108</sup>

Nous l’avions évoqué plus tôt, ce qui avait particulièrement choqué la population Sud-Coréenne et étonné la presse internationale fût le caractère folklorique de l’affaire, le fait qu’une chamane se soit immiscée dans les plus hautes sphères Sud Coréennes.

C’est d’ailleurs ce qui est marquant dans la dénomination de l’affaire, qui ne s’appelle pas le *Parkgate* mais bien le *Choigate*. Ainsi l’aspect hors du commun de cette énième affaire de corruption en Corée du Sud est bien l’aspect chamanique.

Des rumeurs ont commencé à se propager sur les activités de l’ancienne présidente. Rappelons-le, lors du naufrage du *Sewol* qui avait fait 304 victimes dont la plupart étaient des lycéens, la Présidente de l’époque avait été injoignable durant sept longues heures. Les spéculations vont de bon train, jusqu’à imaginer que Park Geun-hye était alors en compagnie de Choi en train de pratiquer un rite chamanique.

Pour endiguer les rumeurs, Park Geun-hye déclara lors de son second discours : “*On a dit que j’avais succombé à un culte religieux ou que j’avais fait des pratiques [ rituels chamaniques ] à la Maison Bleue, mais je voudrais dire clairement que ce n’est absolument pas vrai*”<sup>109</sup>

---

<sup>108</sup> Thierry Libaert, op.cit. p.74

<sup>109</sup> Corpus : propos rapportés et traduits par *France 24* dans “Scandale politique en Corée du Sud : la présidente accepte de coopérer avec la justice”, *France 24*, 4 Novembre 2016

Dans son ouvrage, Thierry Libaert insiste sur le fait que cette stratégie n'est pas à privilégier au risque de perdre toute crédibilité si des preuves viennent s'ajouter aux accusations. Mais il écrit :

*« Condamné par l'éthique communicationnelle, la stratégie du déni peut toutefois se comprendre pour deux motifs : Le premier est qu'entre l'émergence de la crise et la révélation de la vérité, il peut se dérouler une longue période qui réduira fortement l'intensité de la crise »<sup>110</sup>*

Dans le cas du *Choigate*, Park Geun-hye souhaitant rester à la Maison Bleue jusqu'à la fin de son mandat, la stratégie du déni aurait peut-être pu lui permettre de gagner du temps, si elle n'avait pas perdu toute crédibilité et la désapprobation de 95% des coréens dès l'émergence de l'affaire.

- ***le bouc émissaire***

La stratégie dite du bouc émissaire est assez explicite, il s'agit de rejeter la faute sur une personne tierce.

Comme nous l'avons vu dans le paragraphe sur la stratégie de "la bonne foi", la stratégie de Park Geun-hye vis à vis des accusations de corruption a toujours été de nier, et de se présenter comme une personne dont on a abusé.

Lors de son deuxième discours, Park Geun-hye a déclaré :

*« En cas de besoin, je suis prête à répondre avec sincérité aux enquêtes des procureurs »<sup>111</sup>*

Cette déclaration qui se voulait très certainement rassurante et gage de l'innocence de la Présidente, qui ne craint pas que l'on enquête sur elle, a au contraire révolté la presse qui s'est attardée sur l'utilisation du terme "si nécessaire", montrant que la Présidente ne comptait pas démissionner de ses fonctions.

---

<sup>110</sup> Thierry, Libaert. op.cit p.74

<sup>111</sup> Corpus : propos rapportés et traduits par *France 24* dans "Scandale politique en Corée du Sud : la présidente accepte de coopérer avec la justice", *France 24*, 4 Novembre 2016

Elle nia également avoir profité du système de corruption transitant par les fondations de Choi. *The New York Times* déclara “*she insisted that she did not profit from Ms. Choi’s alleged influence-peddling*”<sup>112</sup>

Elle se dédouana totalement de sa responsabilité dans le système de corruption visant à extorquer plusieurs millions de dollars aux Chaebols, rejetant la faute sur sa confidente.

Ce qui a principalement été reproché à la Présidente lors de l’émergence du Choigate a été sa stratégie de reconnaissance d’une responsabilité partielle. L’opinion Sud-Coréenne l’a condamné coupable dès l’éclosion de l’affaire, sa cote de popularité chutant à 5%.

Les Sud-Coréens ont perdu toute empathie pour la “princesse” qu’ils ont vu grandir. Son nom qui lui a permis d’être élue a sonné comme le retour à une société dictatoriale ou le pouvoir s’octroyait tous les droits.

## **B- Le Bilan de la communication de crise de la Maison Bleue**

Après avoir analysé la communication de crise de Park Geun-hye durant le Choigate, nous allons maintenant nous intéresser aux raisons pour lesquelles cette stratégie de communication n’a pas fonctionné.

Dans son ouvrage, Thierry Libaert élabore une grille de questions qui méritent selon lui d’être posées avant d’établir toute communication de crise. Ces questions sont résumées dans un tableau en Annexe 2.

J’ai pu constater que plusieurs éléments qui auraient pu orienter la communication de crise de la Maison Bleue autrement ont pu être négligés.

---

<sup>112</sup> Corpus : Choe Sang-Hun, “Park Geun-hye, Embattled South Korean President, Says She’s Willing to Resign”, *The New York Times*, 29th November 2016

**Traduction : Elle a insisté sur le fait qu’elle n’avait pas tiré profit du présumé trafic d’influence de Mme Choi.**

- **La rapidité de la réponse**

En communication de crise la rapidité de la réponse après l'annonce de la crise est primordiale. Nous l'avons vu, alors que les révélations ont été faites par la chaîne JTBC le 24 octobre, c'est seulement le lendemain que la Présidente Park Geun-hye a prononcé son premier discours sur le Choigate. Ce temps de latence peut peut-être s'expliquer par la mauvaise appréciation du seuil d'entrée en crise par la Présidente.

- **Le Seuil de crise**

Le seuil de crise désigne le point à partir duquel on reconnaît que l'on est en crise. Dans son ouvrage, Thierry Libaert pointe la difficulté des responsables d'organisations à reconnaître ce seuil. Pour illustrer cette difficulté, il reprend une citation d'Henri Kissinger secrétaire d'Etat américain durant la guerre au Vietnam : *“Je ne peux avoir de crise la semaine prochaine, mon agenda est déjà plein”* et explique son exemple : *“ Derrière la boutade se cache une réalité, celle des responsables économiques et politiques toujours surchargés d'informations et d'activités, qui parviennent difficilement à détecter des éléments de gravité. A cela s'ajoute le sentiment que “cela passera” ; l'organisation peine à réagir, car elle ne reconnaît pas le facteur d'entrée en crise.”*<sup>113</sup>

La stratégie de détournement utilisée par l'ancienne présidente ainsi que le temps de sa réponse tendent à confirmer qu'elle n'avait pas pris conscience de la gravité de la situation. Devant des révélations d'une telle ampleur, même si la Corée du Sud a connu de nombreuses affaires de corruption, une réponse sous quelques heures aurait été nécessaire. Quant à la stratégie de détournement, beaucoup raillée par la presse, elle n'a fait que décrédibiliser la Présidente qui a semblé ne pas prendre la situation au sérieux et a déclenché la colère de la population Sud-Coréenne.

---

<sup>113</sup> Thierry, Libaert. op.cit p.52

## Le contexte

Un autre aspect clé dans l'établissement d'une stratégie de communication de crise est la prise en compte du contexte. La personne ou l'entreprise concernée par la crise déterminera la façon de traiter cette dernière en prenant en compte les spécificités du contexte.

Un aspect important est de déterminer l'image de la personne ou de l'entreprise concernée par la crise. Trois notions sont ainsi à prendre en compte : la notoriété, le caractère emblématique et la réputation.

### *La notoriété de l'affaire*

En tant que Présidente du pays au centre d'une affaire de corruption où sont également impliqués cinquante-deux conglomérats Sud-Coréens, le retentissement de l'affaire était inéluctable.

### *La réputation de Park Geun-hye*

La réputation est un facteur primordial dans le retentissement d'une crise pour l'image de la personne ou de l'entreprise concernée, puisque d'après Thierry Libaert, elle “ agit comme un ralentisseur de crise. Elle réduit le risque d'apparition, son intensité et sa durée. Une entreprise à faible réputation éprouvera d'importantes difficultés à sortir de la position d'accusée idéale”<sup>114</sup>

Or, Park Geun-hye était en baisse de popularité. Elle avait orienté sa campagne sur le miracle économique coréen lancé par son père et sur la promesse de rendre la croissance à la Corée du Sud. Cependant, la croissance ne repart pas, son mandat fait face à la première grève de cheminots du pays, elle est incomprise par la jeunesse. Et sa gestion de la crise du ferry *Sewol* lui a fait perdre en capital sympathie. Son pari avait d'ailleurs perdu des sièges aux élections législatives d'avril 2016.

---

<sup>114</sup> Thierry, Libaert. op.cit p.54

### ***Le caractère emblématique de la crise***

Un autre point qui n'a pas joué en la faveur de Park Geun-hye a été le caractère emblématique de la crise. Cette crise a en effet cristallisé les tensions accumulées par le peuple Sud-Coréen à l'encontre du pouvoir corrompu, à l'encontre des *Chaebols* et du système mis en place depuis les années Park.

Ces points du contexte associés à l'image de la présidente Park Geun-hye au moment où la crise du Choigate a éclaté, ne laissaient aucune marge d'erreur quant à sa stratégie de communication de crise. Il semble que les critères de communication de crise et notamment la prise de conscience d'entrée en crise n'ait pas été traité assez sérieusement.

#### **• La crise pouvait-elle se résoudre autrement ?**

Nous l'avons vu, dès le début de la crise, la cote de popularité de Park Geun-hye a chuté jusqu'au niveau le plus bas atteint par un président depuis la crise asiatique. Occupant le rôle de coupable idéal, la Présidente a été condamnée dès le début. Il semble que la seule stratégie qui aurait mis fin à la crise aurait été la reconnaissance totale des responsabilités, soit la démission de la Présidente avec un délai de soixante jours pour organiser de nouvelles élections.

Thierry Libart décrit la stratégie de reconnaissance comme :

*« [Elle] consiste pour l'organisation en cause à reconnaître publiquement sa responsabilité dans les causes et les conséquences de la situation de crise. Elle est la solution la plus efficace pour la plus grande majorité des experts en situation de crise. »<sup>115</sup>*

Cette stratégie de communication est en effet difficile à choisir puisqu'elle condamne la personne en cause à assumer les conséquences de la crise. Cette stratégie n'aurait en effet pas permis à Park Geun-hye de garder son poste de présidente jusqu'à la fin de son mandat et de continuer à bénéficier de l'immunité présidentielle. On ne peut pas prédire si en

---

<sup>115</sup> Thierry, Libaert. op.cit p.65

adoptant cette stratégie, sa peine de prison aurait été allégée. En tous cas, elle marquera l'histoire comme ayant été la première présidente de Corée du Sud à être destituée.

Si Park Geun-hye a négligé l'ampleur de la crise à ses débuts et n'a pas adapté sa communication de crise au contexte, c'est peut-être aussi parce qu'elle n'imaginait pas qu'une telle mobilisation puisse avoir lieu. Les manifestations de cette ampleur sont en effet très rares en Corée du Sud. Elle était la cinquième présidente à être accusée de corruption durant l'exercice de son mandat, pourtant il s'agit de la seule à avoir été destituée.

Pourquoi le Choigate a-t-il eu plus d'ampleur que les révélations précédentes de corruption? Pourquoi, alors que ces pratiques existent depuis l'origine de la Corée du Sud, le peuple coréen s'est-il soulevé à ce moment précis ? C'est ce que nous allons expliquer en nous appuyant sur l'approche que fait Michel Dobry de la crise multisectorielle.

## **Chapitre 3 : De la crise *Choigate* à un état de crise totale**

---

Nous allons désormais nous intéresser aux facteurs qui ont transformé l'affaire du Choigate en crise multisectorielle au sens de Michel Dobry, est ainsi comment un événement a donné lieu à une remise du système économique, politique, social et spirituel du pays pour arriver à un état de crise totale.

Dans un premier temps, nous rappellerons les éléments qui laissaient présager d'une montée de tension de la part de la population Sud-Coréenne. Ensuite nous expliquerons comment l'attitude de la Présidente Park Geun-hye à travers sa communication de crise a été l'élément déclencheur d'une crise sociétale. Ensuite, nous montrerons les enjeux de cette crise et les demandes de la population Sud-Coréenne

## **1. UNE SOCIÉTÉ SOUS PRESSION**

### **A. Remise en cause du système des Chaebols**

Comme nous l'avons vu dans le premier chapitre, le système économique est basé sur l'économie des *Chaebols*, qui offrent de nombreux emplois sur le territoire Sud-Coréen mais en crée également par le biais de sous-traitants. Ce système, comme nous l'avons vu à tendance à fragiliser le tissu productif de la Corée du Sud. Si à l'époque du général Park, le développement économique allait dans le sens du développement de la Corée du Sud. Aujourd'hui, ces groupes sont nettement plus intéressés par le profit. Avec la démocratisation, le maintien des salaires au plus bas n'a plus été possible, pour rester compétitifs, les conglomérats ont délocalisé une partie de leur chaîne de production chez leurs voisins asiatiques plus bon marché.

Les affaires de corruption sont fréquentes, nous avons évoqué Samsung en 2004. Mais c'est aussi le cas du géant de la distribution *Lotte* était au coeur d'une enquête sur corruption en 2016. Les familles à la tête des *Chaebols* organisent également une évasion fiscale de grande échelle. Et financent de manière occulte les partis politiques et les journaux.

Ces *Chaebols*, imposent également une gestion confucéenne à leurs salariés. Les Coréens du Sud ne posent pas de congés, ne comptent pas leurs heures et sont soumis à une pression hiérarchique qu'ils se voient obligés de respecter sous peine de sanctions. Ce modèle de management quasi militaire ne convient plus à la nouvelle génération, et un sentiment anti-*chaebols* voit le jour en Corée.

## **B. Un mandat mitigé**

Alors que Park Geun-hye arrivait à un an de la fin de son mandat, les contestations montaient de plus en plus à l'encontre de la Présidente. Nous l'avons vu, elle n'a pas tenu sa promesse de remettre l'économie Sud-Coréenne sur pied. De plus, ces méthodes rappelaient celles de la dictature *Yunshin*, pratiquée par son père.

Lorsque la compagnie ferroviaire *Korean Railway* s'est mise en grève contre sa privatisation.

*« Le 22 décembre [ 2015 ], des milliers de policiers armés de gaz lacrymogènes avaient fait une descente dans les locaux de la confédération pour mettre fin à la grève contre la privatisation de la compagnie ferroviaire Korean Railway. »<sup>116</sup>*

Un autre incident avait marqué l'opinion Sud-Coréenne, concernant son premier ministre, limogé au début de la crise.

---

<sup>116</sup> Le Monde diplomatique op.cit.

« [ Hwang Kyo-ahn ] avait réclamé puis obtenu que le président de la Confédération des syndicats coréens, M. Han Sang-gyung, soit jeté en prison pour huit ans - une peine ensuite ramenée à trois ans - pour avoir organisé la protestation [ contre le gouvernement ] »<sup>117</sup>

Toujours en suivant la ligne politique de son père, elle a été vivement critiquée pour avoir négocié l'accord avec le Japon sur "les femmes de réconfort"<sup>118</sup> sans prendre en compte les demandes des familles des victimes. Elle a également été vivement critiquée pour avoir coupé les liens avec la Corée du Nord, notamment en fermant le dernier complexe industriel intercoréen.<sup>119</sup>

Nous l'avons également évoqué dans ce chapitre, le naufrage du *Sewol* retourna l'opinion Sud-Coréenne contre la présidente, où 304 passagers avaient trouvé la mort. La crise avait été très mal gérée, les secours n'étant pas intervenus immédiatement. De plus, cela mettait encore une fois sous les projecteurs une affaire de corruption où un armateur véreux avait versé des pots de vin aux autorités de contrôle pour pouvoir surcharger son ferry.

La façon dont Park Geun-hye a gouverné durant son mandat avait donc de fortes ressemblances avec celle qu'avait son père. Cependant, quarante ans se sont écoulés depuis, et les attentes des Sud-Coréens ne sont plus les mêmes. La société Sud-Coréenne s'est fortement urbanisée, faisant de Séoul l'une des capitales les plus vastes de monde, où réside la moitié de la population Sud-Coréenne. L'esprit de solidarité nationale qui avait permis aux Sud-Coréens de se sacrifier au profit du développement de leur pays a laissé place à l'individualisation.

Les Sud-Coréens ont désormais les attentes d'habitants de démocratie et de pays développés. Ainsi, une envie d'une société plus égalitaire et de liberté d'expression.

<sup>117</sup> Corpus : Le Monde diplomatique op.cit

<sup>118</sup> Durant la seconde guerre mondiale, des jeunes filles coréennes avaient été enlevées pour servir d'esclaves sexuels aux soldats de l'armée japonaise. Ces pratiques ont été l'objet de tensions entre les deux pays depuis 1945. Le Japon n'avait encore jamais accepté de reconnaître ces actes et de verser des dédommagements aux familles des victimes.

<sup>119</sup> Des zones économiques intercoréennes ont été mises en place pour créer une économie entre les deux Corées, dans l'hypothèse d'une future réunification. Chaque partie de la Corée y trouvant son compte puisque le Sud bénéficie de la main d'œuvre bon marché du Nord et le Nord développe son économie.

## **2. L'ÉLÉMENT DÉCLENCHEUR**

Le *Choigate* eut ainsi le rôle d'élément déclencheur et cristalisa toutes les tensions de la société Sud-Coréenne. Comme nous l'avons vu au chapitre précédent, cette crise était emblématique du système de corruption mis en place sous l'ère du général Park. La Présidente qui s'était fait élire sur le souvenir de son père, a donné sous son mandat l'impression aux Sud-Coréens de retourner quarante ans en arrière.

### **A. La communication de la Maison Bleue attise les tensions**

La communication de crise de la Maison Bleue a dès le début de la crise révolté la population. Par le temps de sa réponse et ses techniques de détournement, la Présidente a donné l'impression de ne pas prendre conscience de la gravité de la situation. Devant cette volonté de se maintenir au pouvoir et des quelques stratagèmes pour y parvenir, le peuple Sud-Coréen s'est soulevé. Ils ont dit non à une nouvelle ère Park. Les titres des journaux sont assez explicite sur ce que représente désormais le nom "Park" en Corée du Sud. Comparé à une dynastie où le souverain et la princesse auraient tous les droits.

Par ces manifestations, les Sud-Coréens ont montré une volonté de marquer une rupture avec les longues périodes de dictature militaire, où les soulèvements étaient réprimés dans le sang. Le parallèle a d'ailleurs beaucoup été fait. Le président sortant, M. Moon, ayant participé aux manifestations étudiantes contre la dictature Park.

## B. Des rites issus d'un autre temps qui font honte à la Corée du Sud

Ce qui a également particulièrement retourné l'opinion a également été le caractère folklorique de l'affaire. Nous l'avons vu, le chamanisme, bien qu'une des plus ancienne pratique de rites de Corée du Sud, n'est pas assumée par la population. D'autant plus que la majorité des Sud-Coréens qui s'adonnent à ces croyances et superstitions consultent les chamanes en tant que diseurs de bonne nouvelle. Demandent leur aide avant un examen ... mais ne mettent pas la gestion de leur entreprise aux mains d'un chamane.

Dans la presse, le terme de honte est beaucoup apparu en relation avec ces pratiques. On peut y lire :

*« “C'est une honte pour la Corée“, s'exclame Lee Minju, manager d'une enseigne de duty free. Cette nation meurtrie par l'Histoire à la quête de reconnaissance internationale vit les errances de la dirigeante comme une honte nationale. »<sup>120</sup>*

Les Sud-Coréens aiment associer leur société à la modernité. Les gratte ciel de Séoul sont éclairées jour et nuit par des écrans géants, la jeunesse est accro à la nouvelle technologie, et c'est l'image que les Sud-Coréens veulent qu'on ait de leur pays.

Bien que fiers du chemin accompli et de la détermination qu'il a été nécessaire pour passer d'une des nations les plus pauvre du monde au douzième rang mondial, les Sud-Coréens sont fiers et ont souffert de l'image de pays sous-développé qu'ils ont longtemps eu. Ils sont désireux de laisser le passé derrière eux et de redorer l'image de leur pays. C'est ainsi que la jeunesse a tendance à renier certaines pratiques culturelles, comme le confucianisme etc. au profit de la modernité. Les Sud-Coréens ont donc fermement condamné ces

---

<sup>120</sup> Corpus : propos rapportés et traduits par *Le Figaro* dans Sébastien Falletti, “LA présidente de Corée du Sud trahie par sa Raspoutine”, *Le Figaro*, 5 Novembre 2016

pratiques archaïques, pratiquées aux plus hautes sphères de l'Etat, ternissant l'image du pays.

Ce qui a également étonné les coréens était le fait que celle que l'on surnommait "la dame de fer"<sup>121</sup> ait pu être sous la coupe de quelqu'un. Dans la communication de crise de Présidente, le contraste transparaît entre la femme confiante et déterminée et la femme abattue, en pleurs, avouant s'être laissée manipulée.

### **3. L'ETAT DES LIEUX D'UNE SOCIETE A BOUT DE SOUFFLE**

#### **A. Les oubliés de la croissance économique**

Le miracle économique Sud-Coréen, qui a transformé le pays en une décennie a été rendu possible par une population disciplinée, qui s'est sacrifiée à la croissance économique. Aujourd'hui cette croissance fulgurante a laissé des traces dans la Société Sud-Coréenne. Les premiers à être touchés par la pauvreté sont les personnes âgées. Cette génération sacrifiée n'a pas cotisé pour les retraites. Délaissés par leur famille, c'est chez les personnes âgées que l'on rencontre les taux de dénutrition les plus importants, n'ayant pas les moyens de se nourrir correctement. Si l'on se balade dans Séoul à la nuit tombée, on peut en apercevoir ramassant les détritiques pour se faire un peu d'argent. Si l'on traverse les souterrain du métro après sa fermeture, on voit des dizaines de personnes, la plupart du temps âgés, y trouver un refuge pour la nuit. Ces masses de sans abri se dissiperont au matin, certains ayant un emploi.

La Société Sud-Coréenne est donc aussi une société en perte de repères, les oubliés de la croissance économique se multiplient.

---

<sup>121</sup> En référence à Margaret Thatcher (1925-2013)

## B. Un système éducatif toujours plus exigeant

La jeunesse également, peine à se faire une place. Le système éducatif Sud-Coréen, qui se veut l'un des plus exigeant du monde est aussi l'un des plus inégalitaire.

Dans la culture confucéenne, la notion d'effort et l'importance d'apprendre, à l'image humaniste, est primordiale. Les étudiants se voient donc demander des efforts considérables dès le plus jeune âge. Mis en compétition, tous les moyens sont bons pour assurer à son enfant (souvent unique) la réussite scolaire qui s'accompagnera d'une reconnaissance sociale. Dès l'école primaire, les écoliers suivent quotidiennement des cours de soutien pour répondre aux exigences du programme scolaire. Les familles s'endettent pour payer ces cours de soutien, puis pour payer les prix exorbitants des universités Sud-Coréennes.

L'équivalent du baccalauréat national coréen est un jour férié dans le pays. Tous les élèves de terminale sont mis en concurrence, un classement national est effectué, qui détermine les universités dans lesquelles les élèves seront admis. Tout l'avenir des étudiants coréens se joue donc en ce jour.

Ce système éducatif a un prix puisque la Corée possède le taux de suicide le plus élevé parmi les pays de l'OCDE. D'après *Korea Statistics*, la première cause de décès chez les coréens âgés de 9 à 24 ans était le suicide en 2016.

Les jeunes Sud-Coréens ressentent de plus une profonde inégalité en fonction du milieu social auquel ils appartiennent.

*« "Je crois que le plus gros problème, c'est l'inégalité", dit Park Hye-Shin, étudiante de 27 ans à l'Université Hankook des études étrangères. "On ne peut gravir l'échelle sociale quels que soient les efforts que l'on fait. Même si on est passé par la meilleure université, tout ce qu'on fait dans la vie, c'est subir compétition après compétition ».*<sup>122</sup>

---

<sup>122</sup> Corpus : "Présidentielle en Corée du Sud: les jeunes veulent du changement ", *RTBF*, 8 mai 2017

La théorie dite “de la cuillère” illustre le sentiment d’injustice devant la réussite professionnelle.

*« la théorie compte trois niveaux: les "cuillères en or" pour les jeunes nés dans des familles riches, les "cuillères en argent" pour ceux dont les parents appartiennent aux classes moyennes et les "cuillères en boue" pour les jeunes issus de familles pauvres sans aucun espoir d'avancement social. »<sup>123</sup>*

Les jeunes coréens sont aujourd’hui surdiplômés, se voient proposer des postes en dessous de leur niveau de qualification et connaissent un chômage de masse. Le décalage entre les exigences du système éducatif coréen et l’offre d’emploi du pays est ainsi de plus en plus criant.

## **4 - LA REMISE EN CAUSE D’UN SYSTEME SOCIETAL**

### **A. Le retour d’une politisation de la jeunesse**

Dès le premier samedi qui suivit les révélations du *Choigate*, les Sud-Coréens se réunirent sur la place *Gwanghwamun* de Séoul. Les collégiens et lycéens se sont plus particulièrement mobilisés. Cette jeunesse, décrite comme désintéressée de la politique s’est réunie massivement tous les samedis pour dénoncer les actions de leur présidente. Il s’agit de la première génération à ne pas avoir connu la dictature en Corée du Sud, et comme leurs aînés qui manifestaient contre la répression des dictateurs, la jeunesse coréenne s’est sentie pleinement concernée par la situation politique du pays. La jeunesse sud-coréenne remet notamment en cause le système éducatif élitiste qui leur est imposé. Le passe-droit dont a bénéficié la fille de Choi Soon-sil pour accéder à l’université a particulièrement révolté les coréens.

---

<sup>123</sup> Corpus : “Présidentielle en Corée du Sud: les jeunes veulent du changement ”, *RTBF*, 8 mai 2017

## B. La reconsidération d'une oligarchie

Il existe aujourd'hui en Corée du Sud de larges disparités entre les grandes familles coréennes qui contrôlent notamment les *Chaebols* et le reste de la population. Comme nous l'avons vu, la tradition de corruption survit aux changements de régimes. Les pouvoirs politiques et économiques sont étroitement imbriqués. La politique de Park Chung-hee a favorisé le développement des *Chaebols*, qui dépendait fortement des décisions de l'ancien président. A cette époque, l'enrichissement des conglomérats permettait cependant le développement de la Corée du Sud et l'amélioration du niveau de vie de l'ensemble de la population. Même si les salaires étaient très bas dans un premier temps et que les travailleurs avaient des conditions de travail très dur et aucune protection sociale, il s'agissait d'une amélioration des conditions de vie, comparé à la misère et les famines à répétition que subissait le pays.

Cependant, avec l'économie mondialisée que nous connaissons aujourd'hui, les conglomérats coréens délocalisent leurs emplois dans les pays à bas coûts. De plus, les Chaebols dominent le marché économique coréen, écrasant les petites entreprises et empêchant le tissu économique du pays de se diversifier. La population Sud-Coréenne se sent désormais piégée par ces empires économiques, transmis de pères en fils. La baisse de la croissance et la précarisation de la vie rendent la corruption inacceptable aux yeux des sud-coréens.

Durant la crise médiatique du *Choigate*, le maire de Séoul avait déclaré :

*« Nous ne pourrons pas avancer tant que nous n'aurons pas chassé les démons du passé, de la famille Park. (...) Il faut en finir avec la présidence impériale, procéder à une réforme général des chaebol, de la politique, et poursuivre en justice le gouvernement de Mme Park, qui représente les 1% les plus riches de la population. »*<sup>124</sup>

---

<sup>124</sup> Corpus : Sung Il-kwon, “ En Corée du Sud, la fin de la dynastie Park ”, *Le Monde diplomatique*, Janvier 2017

C'est ainsi une réelle remise en cause de la société Sud-Coréenne que le *Choigate* a eu comme conséquences. Que ce soit de système politique, économique, social et spirituel.

Les mobilisations à l'issue du *Choigate* ont été comparées aux mobilisations de 1987 qui ont obligés le dictateur Chun Doo-hwan à démissionner et organiser des élections au suffrage universel directe. Le maire de Séoul, Park Won-son déclara après l'annonce de la destitution de Park :

*« Le peuple a gagné. Nous avons gagné. Comme lors du soulèvement de juin 1987, nous avons ouvert une nouvelle page de l'histoire de la démocratie coréenne. »*<sup>125</sup>

Cette affaire, récupérée par la population et l'opposition politique, a laissé l'espoir d'une ère nouvelle pour la Corée du Sud. Il s'agit en effet de la première destitution d'un président de Corée du Sud, mais également, l'inculpation massive des dirigeants des *Chaebols*. Contrairement à leurs ancêtres, plutôt épargnés par la justice, ces derniers devront payer leur peine de prison.

Law Chok-kook, spécialiste des *Chaebols* et professeur à l'Université nationale de Séoul déclarera :

*« Ces Chaebols qui se sont montrés impitoyables envers leurs salariés et les petites entreprises, mais généreux à l'égard de Choi Soon-sil et sa fille, méritent des sanctions. »*<sup>126</sup>

C'est le sentiment que les acteurs qui ont tant profité du système jusqu'à présent doivent payer pour leurs impairs qui transparaît en Corée du Sud.

---

<sup>125</sup> *ibid.*

<sup>126</sup> Corpus : Sung Il-kwon, “ En Corée du Sud, la fin de la dynastie Park ”, *Le Monde diplomatique*, Janvier 2017

## Conclusion

---

Dans ce mémoire, nous avons tenté de comprendre en quoi le *Choigate* représente une mobilisation multisectorielle, soit une mobilisation qui touche toutes les sphères de la société et qui laisse place à une remise en cause de l'ordre social. Nous nous sommes également intéressés aux réactions des principaux acteurs de cette crise soit la Présidente Park Geun-hye, les instances politiques, judiciaires et la populations Sud-Coréenne.

Dans la première partie, nous avons posé le contexte de la crise. La Corée a connu depuis le XIXème siècle une histoire très mouvementée, sous la coupe des puissances étrangères. Elle s'est retrouvée au cœur de guerres d'influence jusqu'à devenir une colonie japonaise de 1905 à 1945. La guerre de Corée a, quant à elle, dévastée la péninsule de 1950 à 1953, laissant la Péninsule en état en ruine, divisée de part et d'autre de la 38ème parallèle.

Nous nous sommes également intéressés à l'action du général Park dans le miracle économique coréen, permettant à la Corée du Sud de passer du statut de "l'un des pays les plus pauvre du monde" à douzième puissance économique mondiale en l'espace de quelques décennies. Cela permet de comprendre la portée symbolique du nom Park dans l'imaginaire collectif Sud-Coréen.

Nous avons également vu le long et périlleux cheminement démocratique qu'a connu la Corée du Sud, qui peine à avoir un dirigeant exempt de toute corruption. Ceci étant notamment du fait du développement économique de la Corée du Sud qui s'est construit lors de l'ère Park autour d'un système de collusion entre les élites politiques et économiques du pays.

Nous avons fait une cartographie des pratiques spirituelles en Corée du Sud. Les religions et croyances cohabitent au pays du matin calme dans une mosaïque variée. Nous nous sommes particulièrement intéressés à la pratique du chamanisme, en cause dans l'affaire du *Choigate*. Ces croyances ancestrales, bien qu'encore assez présentes dans la société

Sud-Coréenne laisse une image archaïque de croyances appartenant à un autre temps. Les Sud-Coréens qui pratiquent le chamanisme s'adonnent à ces rites en secret.

Nous avons également vu la progression des *Chaebols* : du miracle économique coréen à aujourd'hui et comment ces conglomérats qui étaient autrefois les moteurs de l'économie coréenne la fige dans un système très inégalitaire.

Jusqu'à l'affaire du *Choigate*, rien ne semblait pouvoir atteindre ces empires économiques mondialisés. En Corée du Sud, ils financent les médias et les partis politiques et semblent se situer au dessus de la justice.

Puis nous nous sommes intéressés à l'affaire du *Choigate*. Comment la chaîne de télévision *JTBC* a fait émerger l'affaire, les révélations qui placent la Park Geun-hye sous la coupe d'une chamane. Cinquante-deux des principaux conglomérats Sud-Coréens ont participé à ce système généralisé d'extorsion. C'est ainsi l'élite politique et économique de la Corée du Sud qui est éclaboussée par le scandale.

Suite à ces révélations, le processus judiciaire s'est mis en place en une vitesse éclair. La Présidente étant destituée moins de deux mois après les premières révélations. Pressée par l'appel du peuple, la sphère politique a voté et mis en place une procédure de destitution historique dans le pays.

Nous nous sommes ensuite intéressés à la stratégie de communication de crise mise en place par Park Geun-hye. Dans un premier temps, la Présidente a tenté de détourner l'attention des médias en limogeant son premier ministre ou en annonçant une révision de la constitution du pays. Cela n'a fait que réveiller la colère du peuple.

Les deux axes principaux de sa stratégie reposaient sur la reconnaissance d'une responsabilité partielle et d'une stratégie de déni. En effet, la Présidente a reconnu avoir été sous l'influence de la chamane et s'est excusée pour avoir fait honte à son pays mais a nié avoir pris part au système de corruption, qui aurait été mis en place par Choi.

Nous avons ensuite fait le bilan de cette communication. Il semblerait que démunie face à l'ampleur de la crise, Park Geun-hye n'ait pas réagi assez rapidement et ait fait des erreurs qui ont révolté la population Sud-Coréenne.

Le nom de Park avait permis à la Présidente de se faire élire, mais c'est aussi ce qui a cristallisé les rancœurs du peuple coréen. Sa gestion du pays durant son mandat a rappelé celle sous la dictature de son père : répressions violente, emprisonnement des opposants, et maintenant corruption. Cependant, en quarante ans, la Corée du Sud a évolué et son peuple a désormais des attentes d'une société plus égalitaire et de liberté d'expression.

Park Chung-hee a permis à la Corée du Sud de passer de l'un des pays les plus pauvre du monde à la douzième puissance économique mondiale et lui a donné les revendications d'un pays développé.

Désormais, le chef de l'Etat doit se justifier de ses actions et peut être renversé par le peuple de manière pacifique. La stratégie de la Présidente, de répondre partiellement aux accusations et de chercher un moyen de se préserver au pouvoir n'a fait qu'attiser la colère du peuple. Les Sud-Coréens ne se sentant pas écoutés par la *Maison Bleue* se sont massivement mobilisés, poussant les sphères politiques à agir.

Nous avons également vu que le contexte de la crise la rendait inévitable et que la population Sud-Coréenne, déçue et désillusionnée était déjà sous pression.

Notre troisième chapitre a ainsi servi de synthèse au mémoire. Nous avons souligné les problèmes structurels de la société Sud-Coréenne et les contestations qui commençaient à émerger. Notamment contre une société de plus en plus inégalitaire et un système éducatif trop élitiste, qui ralentit l'ascension sociale.

Le mandat de Park Geun-hye a également été l'objet de désillusions pour les Sud-Coréens. Les pratiques de la présidente rappelant l'ère de son père et les démons du passé Sud-Coréen.

Le *Choigate* a ainsi permis un état des lieux de la Corée du Sud et s'inscrit comme le début d'une nouvelle ère. L'avenir nous dira si le Président Moon participera à rendre la société Sud-Coréenne plus égalitaire.

## Bibliographie

---

### OUVRAGES

- Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1992
- Pascal Dayez-Burgeon, *Histoire de la Corée, des origines à nos jours*, Paris, Tallandier, 2012
- Frédéric Ojardias, *Les Sud-Coréens, lignes de vie d'un peuple*, Paris, HD ateliers henry dougier, 2017
- Thierry, Libaert, *Communication de crise*, Montreuil, Pearson France, 2018
- E. Bloch, *Communication de crise et réseaux sociaux*, Dunod, 2012
- La Corée, Combien de divisions ?*, Critique n°848-848, Paris, Les Editions de Minuit,

### ARTICLES UNIVERSITAIRES

- Gérard Leblanc, « Du modèle judiciaire aux procès médiatiques », *Hermès, La Revue* 1995/3 (n° 17-18), p. 63-72.
- Anne-Marie Gingras, « L'impact des communications sur les pratiques politiques. Lecture critique », *Hermès, La Revue* 1995/3 (n° 17-18), p. 35-47
- Hang-Sub Choi, « La Corée, une société solitaire », *Sociétés* 2013/4 (n° 122), p. 57-63.
- Philippe Braud, « L'expression émotionnelle dans le discours politique », *Recherches en communication*, n° 41 (2014)
- Bertrand Chung, « Politique et religion en Corée du Sud », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, Année 2001 32-1 pp. 85-110
- Patrick Charaudeau*, « Pathos et discours politique » p. 49-58

## **VIDEOS**

<https://www.youtube.com/watch?v=6Qe3n7gBqgA>

<https://www.youtube.com/watch?v=SJ16f-T3FzQ>

## Sources

---

### ARTICLES UNIVERSITAIRES

Michael Johnston, Korea : “money politics” and control” in *Syndromes of Corruption Wealth, Power and Democracy* (Cambridge University Press, 2005)

Chung Bertrand. Politique et religion en Corée du Sud. In: *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 32, 2001, n°1. Politique et religion en Asie orientale, sous la direction de Éric Seizelet.

Arlette Bouzon, « Communication de crise et maîtrise des risques dans les organisations », *Communication et organisation* [En ligne], 16 | 1999

### EMISSIONS DE RADIO

<https://www.franceculture.fr/emissions/affaires-etrangeres/coree-du-sud-la-presidente-et-la-chamane>

<https://www.franceculture.fr/emissions/le-portrait-du-jour/le-portrait-du-jour-mercredi-1-juin-2016>

## Corpus

Falletti Sébastien, « La présidente de Corée du Sud trahie par sa Raspoutine », *Le Figaro*, 5 Novembre 2016

Sung Il-kwon « En Corée du Sud, la fin de la dynastie Park », *Le Monde Diplomatique*, Janvier 2017

“Empêtrée dans un scandale, la présidente de Corée du Sud limoge son premier ministre”, *Le Temps*, 2 Novembre 2016

Hyung-Jin Kim, « South Korea’s leader acknowledges ties to woman in scandal », *The Canadian Press*, October 25, 2016

« La présidente sud-coréenne destituée », *Le Monde*, 10 décembre 2016

Anna Filfield, « I deeply apologise to the nation : South Korean president Park Geun-hye », *The Washington Post*, 4th November 2016

« Scandale politique en Corée du Sud : la présidente accepte de coopérer avec la justice », *France 24*, 4 Novembre 2016

Choe Sang-Hun, « Park Geun-hye, Embattled South Korean President, Says She’s Welling to Resign », *The New York Times*, 29th November 2016

« Présidentielle en Corée du Sud: les jeunes veulent du changement », *RTBF*, 8 mai 2017

« La présidente sud-coréenne a eu un rôle de collusion dans le scandale de corruption (parquet) », *AFP*, 20 Novembre 2016

Albert Leclercq, « Corée du Sud, Choigate. Une fin de « règne » mouvementée », *Lettre confidentielle Asie21-Futuribles* n° 100 novembre 2016

*Pressian* (extraits) « Corée du Sud. En finir avec l’oligarchie », *Courrier International*, n° 1371 du 9 au 15 février 2017

*Weekly Kyunghyang* (extraits), « Il y a trente ans naissait la démocratie », *Courrier international*, n°1371 du 9 au 15 février 2017

« Corée du Sud. Vers la destitution de la présidente », *Courrier international* (site web), 16 Novembre 2016

« Corée : la justice met en cause la présidente », *lefigaro.fr* avec *AFP* et *Reuters*, 20 Novembre 2016

S.F. « A Séoul, le réveil politique de la jeunesse », *Le Figaro*, 21 novembre 2016

Philippe Mesmer et Philippe Pons, « La chamane et la présidente », *Le Monde*, 19 Novembre 2016

Philippe Mesmer « A Séoul, scandale à la présidence », *Le Monde*, 29 Octobre 2016

« (Chronologie) Les grandes dates jusqu'à l'arrestation de Park Geun-hye », *Yonhap*, 31 mars 2017

Entretien avec Frédéric Orjadas

## Table des matières

<b>Introduction</b> .....	<b>7</b>
<b>Chapitre 1 : Situer le Choigate dans la société Sud-Coréenne</b> .....	<b>13</b>
<b>1. Le contexte historique</b> .....	<b>15</b>
A. La fin du siècle d’or Coréen .....	15
B. De la colonisation japonaise à la guerre de Corée, un territoire qui peine à se reconstruire .....	17
C. Le rôle de la famille Park dans le « miracle économique coréen » .....	19
D. Le cheminement démocratique.....	22
<b>2. Les cultes en Corée du sud</b> .....	<b>24</b>
A. Le Chamanisme .....	24
B. Le bouddhisme.....	25
C. Le confucianisme.....	26
D. Le christianisme.....	26
E. La spiritualité en Corée du Sud après l’occupation japonaise .....	27
<b>3. La place des Chaebols dans la corruption en coree du sud</b> .....	<b>29</b>
A. La naissance des <i>Chaebols</i> .....	30
B. Des pratiques de corruption qui perdurent.....	32
C. La démocratie civile ne rime pas avec la fin de la corruption .....	33
D. Les Chaebols aux commandes du modèle économique et social de la Corée du Sud.....	35
<b>Chapitre 2 : Le Choigate</b> .....	<b>40</b>
<b>1. L’affaire</b> .....	<b>41</b>
A. Des révélations en cascade .....	42
B. Le processus judiciaire et démocratique.....	44
<b>2. La communication de crise de Park Geun-hye</b> .....	<b>48</b>
A. Les axes principaux de la communication de la <i>Maison Bleue</i> .....	49
B- Le Bilan de la communication de crise de la Maison Bleue .....	58
<b>Chapitre 3 : De la crise Choigate à un état de crise totale</b> .....	<b>63</b>
<b>1. Une société sous pression</b> .....	<b>64</b>
A. Remise en cause du système des Chaebols.....	64
B. Un mandat mitigé .....	65
<b>2. L’élément déclencheur</b> .....	<b>67</b>
A. La communication de la Maison Bleue attise les tensions .....	67
B. Des rites issus d’un autre temps qui font honte à la Corée du Sud.....	68
<b>3. L’état des lieux d’une société à bout de souffle</b> .....	<b>69</b>
A. Les oubliés de la croissance économique .....	69
B. Un système éducatif toujours plus exigeant .....	70
<b>4 - La remise en cause d’un système sociétal</b> .....	<b>71</b>
A. Le retour d’une politisation de la jeunesse .....	71
B. La reconsidération d’une oligarchie .....	72
<b>Conclusion</b> .....	<b>74</b>
<b>Bibliographie</b> .....	<b>77</b>
<b>Sources</b> .....	<b>79</b>
<b>Corpus</b> .....	<b>80</b>
<b>Table des annexes</b> .....	<b>83</b>

## Table des annexes

---

<i>Annexe 1</i> .....	<b>84</b>
Entretien avec Frédéric Orjadas	
<i>Annexe 2</i> .....	<b>88</b>
Tableau « l'intérêt de se poser les bonnes questions »	

# **Annexe 1 – Entretien avec Frédéric Ojardias**

Entretien Frédéric Ojardias

J'effectue mon mémoire dans le cadre du Master 2 Recherche Médias, Langages et Sociétés de l'Institut Français de Presse. Le professeur F. D'Almeida est mon directeur de mémoire. J'ai choisi ce sujet d'une part pour le relier à ma destination en semestre d'échange et également pour traiter d'un sujet qui m'intéresse : les stratégies de communication de crise. Du fait que je ne parle pas la langue coréenne, mon corpus a été assez restreint. J'ai sélectionné des articles de presse en langue française et anglaise traitant de l'affaire. Pour élargir mon sujet, je souhaite m'intéresser à la tradition d'imbrication et de corruption entre la maison bleue et le pouvoir économique depuis la proclamation de la démocratie ainsi que les répercussions de la crise sur la société sud-coréenne.

## L'éclosion de l'affaire

- Vous le dites, JTBC n'est pas une chaîne de journalisme d'investigation. D'après vous, d'où vient cette volonté de révéler cette affaire ? Quels étaient selon vous leurs intérêts ?

Je ne sais pas. Je pense que c'est lié à la personnalité du journaliste star de la chaîne, le présentateur Son Sok-ki. Leurs intérêts, c'est de faire de l'audience...

- En 2007, l'ambassadeur américain déclarait que « Mme Choi contrôlait l'âme et le corps de la présidente » L'emprise de Mme Choi et la corruption de la maison bleue étaient-ils connus dans le milieu médiatique ?

Je ne connais pas très bien le « milieu médiatique ». Il faut poser la question à un journaliste sud-coréen.

- Vous décrivez dans votre livre le paysage médiatique comme étant sous l'emprise à la fois des Chaebols et du gouvernement, comment dans ce contexte, un tel scandale a pu être révélé ?

L'intérêt du public était tel que beaucoup de médias ont décidé de couvrir l'histoire malgré les pressions. Une fois que le scandale a éclaté, il était tellement énorme qu'il était impossible de l'étouffer.

### Le processus judiciaire

- Nous avons assisté à une justice éclairée, en moins de deux mois entre les révélations de JTBC et la première séance du procès de destitution de la présidente. Cette rapidité est-elle habituelle en Corée du Sud ?

Je pense, oui. L'équipage du Sewol a aussi été jugé à vitesse grand V.

- Des forces ont-elles selon vous poussé pour accélérer le processus ? lesquelles ? dans quel but ?

Les manifestations toutes les semaines, la pression et l'intérêt intense de l'opinion, évidemment.

- Cette affaire est-elle la démonstration de la vitalité de la démocratie coréenne ?

L'affaire en elle-même non (c'est plutôt le contraire) mais les réactions de la société civile, oui bien sûr. Les manifestations étaient spectaculaires, très bien organisées, parfaitement pacifiques.

### Communication de la présidente

- Vous le soulignez dans votre livre, « La Corée du Sud est un pays de l'image » ; dans la culture asiatique, la notion de « garder la face » est primordiale. Comment expliquez-vous les larmes de la présidente, lors de son discours d'excuses, et comment ont-elles été perçues par le peuple coréen, pudique et réticent à se montrer en position de faiblesse ?

On peut très bien « garder la face » et pleurer, ce n'est pas contradictoire. Les politiciens coréens pleurent souvent (à vous de juger si ce sont des larmes de crocodiles ou pas). Regardez les films, les dramas, les clips de K-pop : un torrent de larmes.

Lisez « Les Chemins du Halla-san » de Bouvier, il y a un joli passage sur le sujet.

- La volonté de la présidente de se maintenir à la maison bleue, ainsi que les décalages entre ses discours où elle s'excuse et promet de coopérer et ses actes ont-ils selon vous aggravé la crise ? et participé à ce que la décision de justice la condamne à une peine de prison aussi lourde ?

Aggravé la crise et la colère de l'opinion, oui. Influencé la justice, je ne sais pas.

- Quelle a été de la communication de crise du gouvernement pendant cette période ? Comment a -t-elle servi le gouvernement ? Comment a -t-elle évolué ?

Park s'est bunkérisée dans la Maison Bleue et n'a pas compris la colère et la gravité de la situation. Ses excuses ont empiré les choses.

Je ne me souviens pas de la communication de crise du reste du gouvernement. Cela demanderait des recherches.

#### Remise en cause du système sociétal

- Vous parlez dans votre livre de l'espoir des coréens de voir leur société se transformer, qu'en est-il aujourd'hui ? M. Moon, se présentant comme le président du changement a-t-il commencé à réformer le pays dans ce sens ?

Encore trop tôt pour répondre...

- Dans votre livre vous parlez des pressions contres les « voix dissonantes » qui s'élèvent en Corée, que ce soit de la part du gouvernement ou des Chaebols, ainsi que de la part de la population. Dans ce contexte, peut-il réellement y avoir de changement ?

-

Bien sur. La Corée du Sud a une capacité phénoménale à s'adapter, à changer. Je ne vois pas pourquoi cela cesserait. Je suis optimiste.

- Le peuple Coréen est-il prêt à réviser son système économique et réduire les privilèges des Chaebols ? Est-ce possible ?

La question, ce n'est pas le peuple coréen, mais le gouvernement. Et là, je ne sais pas. On verra dans 4 ans ce qu'aura fait Moon.

- Voyez vous quelque chose à ajouter en rapport avec mon objet d'étude ? ou des remarques ?
- Auriez vous des lectures ou films à me conseiller sur le sujet de la corruption en Corée et du Choigate ? Des chercheurs qui accepteraient de répondre à un entretien ?

Je pense que des recherches académiques ont été faites sur ce sujet. Lisez le dernier numéro spécial Corée de la revue Critique, il contient beaucoup de choses

[http://www.leseditionsdeminuit.fr/livre-Critique n%C2%B0 848 849 La Cor%C3%A9e. Combien de divisions%C2%A0 - 3258-1-1-0-1.html](http://www.leseditionsdeminuit.fr/livre-Critique-n%C2%B0-848-849-La-Cor%C3%A9e-Combien-de-divisions%C2%A0-3258-1-1-0-1.html)

## **Annexe 2 – Tableau « L'intérêt de se poser les bonnes questions »**

**Tableau 3.1** L'intérêt de se poser les bonnes questions

Paramètres	Enjeux	Conséquences
Le seuil de crise	Qualification de la situation	Réponse appropriée à la situation, activation de la cellule de crise
Le secteur	Reconnaissance de la gravité de la situation selon le type d'activité	Sélection du temps de réponse, du porte-parole et de la tonalité des messages
La réputation	Impact sur l'image de l'organisation	Utilisation de l'image comme gage de confiance
La responsabilité	Connaissance de l'origine de la crise et de la chaîne de causalité	Positionnement culpabilité/victime
Les risques	Détermination du type de conséquences pour l'organisation	Sélection des publics prioritaires pour la diffusion des messages
Le territoire	Délimitation d'un traitement local/national/international	Adaptation territoriale du discours
Le support	Connaissance des supports médiatiques de traitement de la crise ( <i>offline/on line</i> )	Adaptation du discours selon les supports majoritaires, confinement possible pour les médias <i>on line</i>
La crédibilité des médias	Détermination de l'importance du média dans la propagation de la crise	Choix d'apporter ou non une réponse
L'origine	Connaissance de l'élément révélateur de la crise	Sélection du timing de la réponse
Les certitudes	Délimitation des connaissances certaines et de l'incertitude	Positionnement du contenu du discours et de sa tonalité
Le déroulement	Élaboration des scénarios de crise et des rebondissements prévisibles	Intégration de la prudence dans les messages, sélection du porte-parole approprié
Les acteurs	Cartographie du jeu des acteurs et de leur intérêt à la crise	Analyse d'une stratégie basée sur le complot possible
L'investigation	Analyse des organisations impliquées	Sélection envisageable d'une stratégie de communication minimale
Le contexte	Étude de l'actualité médiatique dans laquelle s'insère la crise	Choix possible de la stratégie du silence en cas de forte actualité externe

## **Résumé :**

*Mots clés : Corée du Sud, communication de crise, choigate, sociologie des crises, crises politiques, crise multisectorielle*

Le *Choigate* est le nom donné par les journalistes sud-coréens au scandale de corruption qui a touché la *Maison Bleue*, ainsi que l'élite économique sud-coréenne depuis fin 2016.

Eté 2016, la presse coréenne sous-entend que la présidente Park Guen-hye serait sous l'influence chamanique de sa confidente, Mme Choi Soon-Sil. En effet, les deux femmes entretiennent des liens très étroits depuis l'enfance.

Tout bascule le 24 octobre 2016, lorsque la chaîne de télévision sud-coréenne *JTBC* se procure la tablette personnelle de Mme Choi, où figurent de nombreux documents confidentiels. Mme Choi se rend ainsi coupable d'ingérence dans les affaires de l'état sud-coréen.

Ce n'est que le début de nombreuses révélations, car l'opinion publique coréenne découvre que Mme Choi usait de son influence auprès de la présidente Park pour soutirer des sommes faramineuses aux conglomérats coréens, dits « *Chaebols* ». Elle aurait ainsi extorqué 61 millions de dollars à 52 groupes coréens. Ces fonds transitaient par les fondations de Mme Choi en l'échange de politiques économiques favorables.

Face à ce scandale d'ampleur inédite, l'opinion sud-coréenne se mobilise tous les samedis sur la place *Gwanghwamun* à Séoul lors de grands regroupements baptisés "manifestations aux bougies" par la presse, afin de réclamer la démission de la présidente Park. Ces rassemblements atteignent les 1,7 millions de manifestants. La justice se saisit alors très vite de l'affaire, mettant en place une procédure de destitution de la présidente. Choi Soon-sil est mise en examen ainsi que les héritiers des *Chaebols* impliqués, tels que les dirigeants de Samsung, ou de Lotte.

Nous verrons dans ce mémoire comment le *Choigate* a amorcé une crise multisectorielle au sens entendu par Michel Dobry, soit qui touche toutes les sphères de la société et remettent en cause l'ordre social.

Pour cela, nous ferons un retour historique, culturel et économique sur la société Sud-Coréenne. Puis nous analyserons la communication de crise de la *Maison Bleue*. Enfin nous mettrons en évidence les facteurs qui ont poussé la population sud-coréenne à se mobiliser, enclenchant une crise multisectorielle.